



**CADRE DE COOPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE 2021-2025**

# **PLANS DE TRAVAIL CONJOINTS 2024-2025**

## **des Groupes de Résultats**

**4eme REUNION**  
**DU COMITE DIRECTEUR CONJOINT**  
**Abidjan - 08 mai 2024**



## RECAPITULATIF DES RESSOURCES FINANCIERES 2024

GROUPES DE RESULTATS	RESSOURCES PLANIFIEES	RESSOURCES DISPONIBLES	Taux Dispo	RESSOURCES A MOBILISER
GR 1&2: Transformation de l'Economie	\$38 561 394	\$31 268 741	81,1%	\$7 292 653
GR 3: Education & Alphabétisation fonctionnelle	\$21 585 986	\$10 018 273	46,4%	\$11 567 713
GR 4: Services sociaux de base	\$66 064 550	\$39 761 846	60,2%	\$26 302 705
GR 5: Promotion de la jeunesse	\$7 742 642	\$5 835 586	75,4%	\$1 857 056
GR 6: Egalité entre les sexes	\$15 266 347	\$14 525 705	95,1%	\$740 642
GR 7: Gestion des ressources naturelles	\$12 373 510	\$8 990 733	72,7%	\$3 382 777
GR 8: Gouvernance	\$18 361 018	\$16 683 747	90,9%	\$1 677 271
<b>Total</b>	<b>\$179 955 447</b>	<b>\$127 084 631</b>	<b>70,6%</b>	<b>\$52 820 816</b>



CADRE DE COOPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE 2021-2025

PLAN DE TRAVAIL CONJOINT (2024-2025)

RESULTAT 1-2 : D'ici à 2025, les acteurs clés des secteurs agricoles et industriels adoptent des systèmes durables, résilients et innovants permettant d'augmenter la productivité et la compétitivité des petits producteurs et des TPME/PMI en vue d'accélérer l'accès à des opportunités de commercialisation et d'investissement pour une transformation structurelle de l'économie et de garantir la sécurité alimentaire

GROUPE DE RESULTAT 1&2 :	CO PRESIDENCE: <b>MINADER- Ministère en charge du Commerce et del'Industrie</b>	Co-LEAD: <b>ONUDI - FAO</b>
	FIDA, BIT, PAM, ONUDI, FAO, CNUCED, PNUD, MINADER, Ministère en charge du Commerce et de l'Industrie, les Ministères sectoriels (en charge de l'emploi, de la cohésion sociale, de l'entrepreneuriat et des PME, de la formation professionnelle), l'Agence Emploi Jeune, l'ANADER, l'Agence Côte d'Ivoire PME, le secteur privé	

BUDGET GLOBAL	DISPONIBLE GLOBAL	A MOBILISER GLOBAL
\$38 561 394	\$31 268 741	\$7 292 653

Produit 1 : Les décideurs des chaînes de valeur disposent des capacités techniques, organisationnelles et numériques pour élaborer, mettre en œuvre, assurer la gestion de l'information et le suivi évaluation des politiques et stratégies intégrées visant à améliorer la structuration des producteurs, la protection sociale, la compétitivité et le climat des affaires dans les secteurs agricoles et industriels en donnant priorité à la sécurité alimentaire						Total Budget	Total Disponible	A mobiliser		
						\$ 1 481 693	\$ 1 481 693	\$ -		
N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source de financement	
1	ONUDI	Programme de développement industriel inclusif et durable (Programme de Partenariat Pays pour la Côte d'Ivoire (PCP Côte d'Ivoire))	Ce vaste programme se consacre à poser les fondamentaux pour une industrialisation inclusive et durable de la Côte d'Ivoire dans différents domaines. L'ensemble du secteur capital humain, genre et jeunesse figure également dans ce programme.	National	MCI	\$ 300 000	\$ 300 000	\$ -	Allemagne, GEF, GCF, UE, BAD, ORIS	
2	FAO/PNUD	Programme d'appui à l'intensification de l'ambition climatique pour l'utilisation des terres et l'agriculture à travers les CDN et les PNA (SCALA)	Programme de soutien pour l'intensification de l'ambition climatique sur l'utilisation des terres et l'agriculture à travers les CDN et les PAN (SCALA)			\$ 278 000	\$ 278 000	\$ -		
3	ONUDI	Abidjan Ville Durable	Soutenir la création d'entreprise et la mise à niveau écotكنولوجique des entreprises les plus polluantes de 6 zones industrielles de Côte d'Ivoire	Abidjan, Bouaké, San-Pedro	CIAPOL	\$ 200 000	\$ 200 000	\$ -	GEF	
4	PNUD	Programme Intégré Net-Zéro Nature-Positive Côte d'Ivoire (NZNP)	Le Programme intégré de neutralité carbone pour la nature de la Côte d'Ivoire vise à aider le pays à faire la transition vers une trajectoire de zéro émission nette et de respect de la nature. La composante 1 renforce le cadre juridique et institutionnel. La composante 2 en aval localise les CDN et prend en charge la planification intégrée au niveau local, conformément aux objectifs du NZNP. La composante 3 en aval encourage l'investissement du secteur privé. La composante 4 favorise la collaboration et le partage des connaissances entre les parties prenantes afin d'accélérer l'adoption d'une économie du NZNP.	Trois districts (Denguélé, Montagne, Vallée Bandama) cinq régions (Haut-Sassandra, Nawa, La Mé, Gontougo, Bagoué)	Programme National Changements Climatiques (PNCC) du MINEDDTE	\$ 200 000	\$ 200 000	\$ -	GEF	

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source de financement
5	PNUE	Transport intégré, durable et à faibles émissions en Côte d'Ivoire	Ce projet vise à réduire les émissions de Gaz à Effet de Serre en Côte d'Ivoire en accélérant l'introduction de la mobilité électrique par la révision du cadre politique et institutionnel, la formation et le renforcement des capacités, la démonstration de véhicules électriques, le développement de schémas de financement et de modèles d'entreprise, l'engagement du secteur privé, l'extension et la reproduction.	Abidjan	Ministère de l'Environnement du Développement Durable et de la Transition Ecologique	\$ 176 693	\$ 176 693	\$ -	GEF
6	FAO	Elaboration de la Stratégie nationale d'agroforesterie en milieu rural (SNA) 2024-2033	Elaboration d'un plan stratégique de développement de l'agroforesterie pour constituer une source de revenus complémentaires des agriculteurs	National	MEMINADERPV, MINEDDTE, MINEF	\$ 127 000	\$ 127 000	\$ -	FAO
7	FAO	Elaboration d'un Programme Territorial 'Villes Vertes' en Côte d'Ivoire (PT Villes Vertes)	Contribution à l'amélioration du bien-être des habitants et résilience des villes face aux chocs (climatiques, économiques, pandémiques)	National	District Autonome d'Abidjan	\$ 100 000	\$ 100 000	\$ -	
8	ONUDI	Digitalisation des systèmes d'accréditation et d'évaluation de la conformité en Afrique de l'Ouest	Le projet vise à sélectionner des organismes d'évaluation de la conformité (OEC) pour mettre en œuvre des systèmes améliorés de gestion de la qualité et de la sécurité des aliments. Il vise également à améliorer la compréhension et de la confiance des parties prenantes nationales et régionales dans les résultats de l'évaluation de la conformité et dans le système d'accréditation pour le commerce agroalimentaire régional et international.	National	MCI	\$ 100 000	\$ 100 000	\$ -	UE/STDF

Produit 2: Les agriculteurs et les PME/PMI disposent de capacités renforcées en matière d'élaboration de plan d'affaires, d'utilisation de nouveaux modèles durables, de recherches de financement, de production, de gestion et d'innovation pour leur compétitivité, l'accès aux marchés et à la sécurité alimentaire.						Total Budget	Total Disponible	A mobiliser	
						\$ 37 079 701	\$ 29 787 048	\$ 7 292 653	
9	FIDA	Projet d'urgence agricole	Préserver la sécurité alimentaire et nutritionnelle des petits exploitants tout en les soutenant pour mieux reconstruire les systèmes de production. Il s'agit de protéger et renforcer les moyens d'existence, les revenus et la résilience des groupes cibles et des systèmes alimentaires locaux contre les impacts de la pandémie COVID 19 et du changement climatique.	Tonpki, Kabadougou, Folon, Bafing, Worodougou, Béré, Gontougo, Bounkani et Tchoogo	MFB, MEMINADERPV, MIRAH,	\$ 11 280 592	\$ 7 147 342	\$ 4 133 250	FIDA
10	FIDA	Projet d'appui au développement des filières agricoles	Améliorer durablement la sécurité alimentaire et les revenus des exploitations agricoles tirés des filières riz, mangue et produits maraîchers dans les zones du Programme	Bagoue, du Poro, du Tchologo, du Hambol et du Gbékè	MEMINADERPV	\$ 10 386 209	\$ 7 226 806	\$ 3 159 403	FIDA/OFID
11	FIDA	Renforcement de la capacité d'adaptation et de la résilience des communautés rurales au changement climatique dans le bassin du BANDAMA en Côte d'Ivoire	Promouvoir des systèmes de production résilients face aux changements climatiques dans le bassin du Bandama ( filière cacao, riz, manioc, etc.).	Belier, Gbeke et Marahoué	MINDDTE/MEMINADERPV/FAO/PNUD	\$ 1 684 000	\$ 1 684 000	\$ -	Adaptation Fund

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source de financement
12	FAO	Cadre mondial pour la lutte progressive contre les maladies animales transfrontalières (GF-TADs)	Le programme vise à soutenir les actions mondiales, régionales et nationales nécessaires pour contrôler et ensuite éradiquer les maladies transfrontalières, y compris la fièvre aphteuse	National	Direction des services laboratoires, Laboratoire national d'appui au développement agricole	\$ 1 400 000	\$ 1 400 000	\$ -	USAID
13	FAO/ONUDI/PNUD	Scaling up Cocoa-based Food Systems, Land Use and Restoration Transformative Innovation (SCOLUR)	Promouvoir des systèmes alimentaires basés sur le cacao dans des paysages durables avec une utilisation du territoire planifiée de manière participative, en utilisant des techniques de production durables (agro-écologie, agro-foresterie) et la restauration des forêts.	Guiglo, Duekoué, Adzopé, Abengourou	MEMINADERPV, MIRAH, MINEDDTE, MINEF/Cons eil Café et Cacao	\$ 1 338 647	\$ 1 338 647	\$ -	Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM)
14	ONU DI	L'industrie 4.0 pour favoriser l'emploi des jeunes en Côte d'Ivoire et en Tunisie	Favoriser l'emploi des jeunes en Côte d'Ivoire par la promotion de l'industrie 4.0 dans le cadre de l'initiative spéciale du BMZ sur la formation et la création d'emplois.	National	MCI	\$ 1 200 000	\$ 1 200 000	\$ -	EURO Trust Funds, Allemagne
15	PAM	Projet intégré d'appui aux cantines scolaires et de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones cacaoyères de Côte d'Ivoire à travers l'autonomisation socioéconomique des femmes et des jeunes.		Région Ouest	TBC	\$ 1 130 000	\$ 1 130 000	\$ -	CLEF
16	ONU DI	Gestion rationnelle des polychlorobiphényles (PCB) en Côte d'Ivoire, phase II - objectif 2028 de la Convention de Stockholm	En Côte d'Ivoire, il y a environ 1 000 tonnes de PCB à éliminer. Une mauvaise manipulation des transformateurs contenant des PCB représente un risque élevé en raison de la possibilité de libérer des PCB dans l'environnement. L'objectif du projet est donc de protéger la santé humaine et l'environnement par l'élimination finale des appareils contenant des PCB à travers l'amélioration du cadre réglementaire et institutionnel, l'inventaire des PCB, l'élimination finale des équipements contaminés par les PCB et le renforcement des capacités et la sensibilisation.	National	MINDDTE/MCI	\$ 1 080 000	\$ 1 080 000	\$ -	GEF
17	ONU DI	Plan de gestion de l'élimination des HCFC Côte d'Ivoire (PHASE I)	Appui au renforcement de centres de formation d'excellence pour les PME industrielles sur les métiers verts en soutien au développement du capital humain et du genre à travers l'acquisition de capacités techniques et industrielles	National	MINDDTE/MCI	\$ 920 000	\$ 920 000	\$ -	GEF
18	ONU DI	Production industrielle durable dans le secteur du manioc et autres secteurs agroalimentaires grâce à l'utilisation d'applications d'énergie renouvelable et de technologie à faible émission de carbone	Le projet vise à promouvoir la production agro-industrielle durable par l'utilisation d'énergie renouvelable et l'application de technologies à faibles émissions de carbone. L'objectif direct, quant à lui, est de mettre sur pied, avec le secteur privé, un site pilote de production d'énergie renouvelable grâce aux déchets de la transformation de manioc, afin de répondre à une partie ou à la totalité de la demande énergétique de l'entreprise.	National	MINDDTE/MCI	\$ 800 000	\$ 800 000	\$ -	GEF

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source de financement
19	ONUDI	Transfert de technologies respectueuses de l'environnement (TEST) pour le renforcement des capacités des industries en matière de responsabilité environnementale et sociale dans le bassin du Niger	La méthodologie de transfert de technologies respectueuses de l'environnement (TEST) est développée dans le but premier d'améliorer la gestion environnementale et la compétitivité des entreprises dans les pays en développement et les économies en transition. Il s'agit d'une meilleure pratique disponible (BAP) qui a été mise en œuvre dans de nombreuses régions du monde (par exemple, le bassin du Danube), dans des zones industrielles sensibles, contribuant à empêcher le rejet d'effluents industriels dans les eaux internationales (rivières, lacs, zones humides et zones côtières) et protégeant ainsi les ressources en eau pour les générations futures.	National	MCI, ABN	\$ 680 000	\$ 680 000	\$ -	GEF, UNDP
20	PAM	Projet intégré d'appui aux cantines scolaires et de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Côte d'Ivoire à travers l'autonomisation socioéconomique des femmes et des jeunes.		Tchologo et Bounkani	ANADER	\$ 600 000	\$ 600 000	\$ -	France (Contribution volontaire)
21	PAM	Amélioration de l'efficacité de la chaîne de valeur du riz en Afrique de l'Ouest (phase 1 et 2)	Renforcer les capacités des groupements des petits exploitants agricoles (femmes et jeunes) en se concentrant principalement sur la chaîne de valeur du riz, en particulier la gestion des pertes après récolte à travers un partenariat diversifié et faciliter le partage des connaissances Sud-Sud, l'apprentissage mutuel, ainsi que le transfert de technologie et d'expertise pour faire progresser le développement durable de l'agriculture et de la chaîne de valeur du riz.	Poro et Bagoué	ANADER	\$ 530 000	\$ 530 000	\$ -	BILL&MELINDA GATES Foundation
22	ONUDI	Appui à la mise en œuvre de la politique industrielle	Appuyer certaines activités du secteur productif de manière à empêcher la détérioration de l'économique, et à soutenir des créneaux générateurs d'emploi et revenus pour les population les plus défavorisées, notamment les femmes et les jeunes.	National	MCI	\$ 500 000	\$ 500 000	\$ -	UE
23	ONUDI	Gestion rationnelle des polluants organiques persistants non intentionnels (POPNI) et des diphényles éthers polybromés (PBDE) pour réduire leurs émissions du secteur des déchets industriels (uPOPCI)	L'exécution du projet devra améliorer le processus de démantèlement et de recyclage des pièces contenant du plastique provenant des déchets électriques et électroniques (DEEE) et des véhicules en fin de vie (VFV). Le projet fera la démonstration du traitement approprié d'au moins 90,100 tonnes de DEEE et VFV, divisés en 90 000 tonnes de VLE (60 000 véhicules) et 100 tonnes de DEEE. L'exécution du projet devrait permettre d'éviter l'émission de 13 tonnes métriques de POP-PBDE ; empêcher la combustion à l'air libre de 130 tonnes de plastique (calculé sur une moyenne de 30 tonnes de DEEE et de 100 tonnes de VFV) et permettre une réduction directe maximale de 1,56gTeq/an	National	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) Forum mondial des ressources (WRF)	\$ 500 000	\$ 500 000	\$ -	GEF

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source de financement
24	ONUDI	Programme compétitivité des entreprises et Système Qualité en l'Afrique de l'Ouest	Le programme vise à établir un cadre pour le développement et la gestion d'infrastructures qualité adaptées, pertinentes, efficaces et efficientes afin de promouvoir le commerce intra-régional et international, protéger le consommateur et l'environnement, et promouvoir un développement économique durable	National	MCI, Système Ouest Africain d'Accréditation (SOAC)	\$ 500 000	\$ 500 000	\$ -	UE
25	FAO	Préparation pour le Financement des activités de Développement de l'Économie Bleue en Côte d'Ivoire « PPF Économie bleue »	Contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités sociales par la promotion d'une économie bleue		MIRAH	\$ 475 266	\$ 475 266	\$ -	
26	ONUDI	Intégration de la mobilité électrique aux énergies renouvelables dans les zones périurbaines et rurales autour des villes	L'objectif du projet est d'accélérer l'adoption d'un système de transport électrique intégré basé sur les énergies renouvelables, afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de soutenir les activités économiques et productives en Côte d'Ivoire.	National	MINDDTE/MCI	\$ 460 155	\$ 460 155	\$ -	GEF
27	ONUDI	Piloter et encourager un partenariat institutionnel innovant pour augmenter les investissements et le transfert de technologie dans le secteur des infrastructures routières	« Roads4People » (« Des Routes pour les Populations ») est un programme pilote qui a pour objectif est de soutenir l'établissement d'un écosystème favorisant le développement industriel dans les zones rurales et les territoires, à travers la planification et le déploiement d'infrastructures routières durables en complément aux infrastructures économiques, facilitant ainsi l'accès des populations rurales aux opportunités d'émancipation économique.	National	MCI, Ministère de l'équipement et entretien routier	\$ 450 000	\$ 450 000	\$ -	MCI, MEPD, MADRRV, MEDDTE, MTND, Assemblée des Régions et District de Côte d'Ivoire (ARDCI)
28	PAM	Renforcer le programme intégré de résilience au Sahel et transférer les leçons apprises au Sahel aux pays du Golfe de Guinée (GoG) pour renforcer leur résilience afin de répondre aux retombées de la crise au Sahel.	Améliorer la durabilité des ressources naturelles et la productivité agricole grâce à la restauration des écosystèmes; Renforcer les moyens de subsistance et les revenus des ménages les plus vulnérables des communautés ciblées (communautés de réfugiés et populations d'accueil) grâce à la mise en place d'activités génératrices de revenus. Approvisionner les cantines scolaires en repas nutritifs et équilibrés et renforcer les capacités en matière de bonnes pratiques nutritionnelles; Assurer le partage d'expériences et documenter les bonnes pratiques	Ouagolodougou Doropo Téhini Bouna	ANADER, WPS	\$ 385 669	\$ 385 669	\$ -	DFAT
29	FAO	Contribution à l'opérationnalisation des agropoles à travers la mise en oeuvre de l'initiative Main dans la Main en République de Côte d'Ivoire	Améliorer de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à la réduction de la pauvreté des populations des zones les plus vulnérables en Côte d'Ivoire.		MEMINADERPV, MINEDDTE, MINEF, MIRAH	\$ 250 000	\$ 250 000	\$ -	
30	ONUDI	Appui au développement des chaînes de valeur du futur respectueuses des terres et des forêts	Apporter un appui au Gouvernement dans la conception d'une composante de chaînes de valeur à l'épreuve du temps. Ainsi, la Côte d'Ivoire disposera d'un programme à moyen et long terme qui permettra d'aborder les questions relatives à la crise du système alimentaire, y compris les nouvelles chaînes de valeur telles que le blé, le riz, le manioc, le lait végétal, l'aquaculture, etc.	National	MCI	\$ 200 000	\$ 200 000	\$ -	SDG Fund

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source de financement
31	OIT	Renforcement des capacités des coopératives à offrir des services productifs, financiers et sociaux (Projet Cacao durable ).		Soubre	ANADER	\$ 176 008	\$ 176 008	\$ -	UE
32	ONUDI	Étude de base sur le développement de la chaîne de valeur du coton-textile dans le C4 et en Côte d'Ivoire	Les quatre pays producteurs de coton (C-4), à savoir le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Tchad, ainsi que la Côte d'Ivoire en tant que membre observateur, produisent de grandes quantités de fibres de coton de haute qualité. Cette fibre de coton est considérée par les experts de l'industrie comme l'une des plus durables au monde, car le coton C-4 est récolté à la main et nourri par la pluie ; l'utilisation d'engrais organiques est prédominante ; et les activités de production et d'égrenage du coton donnent du travail à des millions de femmes et de jeunes dans certains des pays les plus pauvres du monde.	National	MCI	\$ 95 000	\$ 95 000	\$ -	African Export-Import Bank - Afreximbank, France
33	OIT	Renforcement des capacités institutionnelles des organisations d'employeurs pour la pérennisation du service aux PME/PMI et le déploiement d'activités de formation à l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes		National	CGECI; FIPME	\$ 38 155	\$ 38 155	\$ -	OIT
34	ONUDI	Plan de gestion de l'élimination progressive des HCFC (phase II)	Appui au renforcement de centres de formation d'excellence pour les PME industrielles sur les métiers verts en soutien au développement du capital humain et du genre à travers l'acquisition de capacités techniques et industrielles	National	MINDDTE/MCI	\$ 20 000	\$ 20 000	\$ -	GEF
35	FIDA	Projet pôle Agro-industrielle (ZPAI-NE)	Transformer l'agriculture dans les zones ciblées en un secteur moderne, orienté vers le marché, résilient au climat et durable, offrant des opportunités de revenus justes et équitables à tous les acteurs de la chaîne de valeur, et générant une réduction de la pauvreté.	Gontougo et Bounkani	MEMINADER, MIRAH, CECECI, CI-PME	\$ -	\$ -	\$ -	FIDA
36	FAO	Projet de restauration de paysages savanicoles au Centre et Nord de la Côte d'Ivoire	Restauration des écosystèmes forestiers dans des zones stratégiques telles que les corridors entre les zones mieux conservées, en milieu rural, en périphérie des espaces protégées et à l'intérieur de certaines forêts classées, en accord avec la SPREF.						





CADRE DE COOPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE 2021-2025

PLAN DE TRAVAIL CONJOINT (2024-2025)

RESULTAT 3: D'ici à 2025, les enfants, les adolescents, les jeunes (filles et garçons) et les adultes, en particulier ceux des ménages vulnérables accèdent à de meilleures opportunités d'éducation, d'alphabétisation fonctionnelle, et de formation inclusive de qualité.

GROUPE DE  
RESULTAT 3 :

PRESIDENCE: MENA

LEAD: UNICEF

SUPPLEANT: UNESCO

UNICEF, UNFPA, PAM, UNESCO, MENET-FP, CARITAS, ONG «Graine de paix», Tak Force Education/Formation, Institut CERCO, IRC, MESRS, INJS, Ministère de la culture et de la francophonie, MFFE/DIFEF, CGECI

BUDGET GLOBAL	DISPONIBLE GLOBAL	A MOBILISER GLOBAL
\$21 585 986	\$10 018 273	\$11 567 713

Produit 3.1 : Les structures publiques et privées sont plus résilientes et disposent de capacités renforcées pour améliorer la qualité des apprentissages et répondre aux besoins spécifiques des populations						Total Budget	Total Disponible	A mobiliser	Source de financement
						\$ 16 415 868	\$ 5 731 211	\$ 10 684 657	
N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	
1	UNESCO	Améliorer la qualité des apprentissages pour une transformation durable du système éducatif (Projet PATEB / GPE, UNESCO) Programme d'appui à la transformation de l'éducation de base	D'une durée de 4 ans, le programme pour la transformation de l'éducation de base en République de Côte d'Ivoire financé par le Partenariat Mondial pour l'Education (GPE) et mis en œuvre par l'UNESCO (Agent Partenaire du fonds pour la transformation du système) est en cohérence avec les Objectifs de Développement Durable (en particulier les ODD 4 et 5), le Plan Sectoriel Education/Formation (PSE/F 2016-2025) de la Côte d'Ivoire, les Etats Généraux de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (EGENA), et la Réforme Prioritaire portant sur « l'amélioration des apprentissages fondamentaux à l'éducation de base » décrite dans le Pacte de Partenariat endossé par l'ensemble des partenaires de l'éducation.	1.Hambol, Bounkani, Indenié Djuablin, Worodougou et Tchologo; 2. Bagoue, Bere, Folon, Kabadougou, Bafing, Cavally, Gboklé, Gontougou et Nawa	MENA/UNICEF /AVSI/ SaveThe Children	\$ 9 009 399	\$ -	\$ 9 009 399	Partenariat Mondial pour l'Education (PME ou GPE en anglais)
2	UNICEF	Construction scolaires en briques plastiques	L'initiative consiste à construire des écoles primaires en briques plastiques à partir de déchets plastiques recyclés récupéré par les associations de femmes pour construire et équiper 116 salles de classes en briques plastiques (38 au préscolaire et 78 au primaire) afin d'y accueillir près de 6000 enfants principalement dans les zones caractérisées par une faible offre éducative	Bouna, Man, Korhogo, Boundiali	Conceptos Plasticos	\$ 2 769 200	\$ 2 769 200	\$ -	Consolidated Funds (964000), UK Committee (647400), Belgian Committee(574800), Netherland Committee (119000), UNICEF 464000)

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source de financement
3	UNICEF	Constructions scolaires au secondaire general 1	L'initiative consiste à construire/réhabiliter 45 salles de classes dans 15 établissements secondaires publics du district des savanes ( Premier cycle du secondaire)	Ferkessedougou, Korhogo, Boundiali	DAF/ DAPS COGES	\$ 1 210 874	\$ 1 126 548	\$ 84 326	KOICA
4	UNICEF	Programme d'accompagnement individualise des eleves du primaire et du secondaire general	L'initiative du plan d'accompagnement individualisé (PAI) vise à déterminer les facteurs explicatifs du risque de décrochage scolaire chez élèves filles et garçons en difficulté d'apprentissage afin d'y apporter des solutions appropriées pour leur maintien scolaire	National	DEEG	\$ 1 085 607	\$ 83 243	\$ 1 002 364	Canada
5	UNICEF	Contrat d'Objectifs et de Performances	L'initiative du COP dans la gouvernance du systeme educatif ivoirien vise a assurer la réussite scolaire de l'apprenant par l'amélioration de la gouvernance du système éducatif autour des objectifs suivants:Renforcer la responsabilité, l'imputabilité et la reddition de comptes, Renforcer la culture du suivi et de l'évaluation et Améliorer l'administration et le pilotage du système. Le COP est un contrat signé entre un chef de structure éducative et sa hiérarchie. Ce contrat fixe des objectifs chiffrés pour une période donnée et en définit les modalités de mise en œuvre et de suivi-évaluation. Il constitue un outil de pilotage des priorités et d'accompagnement des actions planifiées pour assurer la réussite des apprenants.	National	IGENA	\$ 358 000	\$ 33 894	\$ 324 106	UNICEF
6	UNICEF	Appui à l'innovation et à la digitalisation	- Appui au renforcement des capacités du système éducatif ivoirien pour accroître l'efficacité et la qualité des pratiques pédagogiques et favoriser l'éducation équitable et inclusive. '- Au niveau pédagogique : renforcer les capacités techniques et didactiques des établissements cibles. '- Appui au développement de la plateforme "Mon école à la maison" et à "La dictée du jour". Ces deux outils permettent l'utilisation du digital au service des apprentissages en portant une attention particulière sur l'équité. En plus du développement des contenus, des solutions technologiques sont proposées pour réduire la fracture numérique.	National	DPFC. DTSI	\$ 344 882	\$ 287 402	\$ 57 480	UNICEF
7	UNESCO	Contribuer à l'amélioration de la santé et du bien-être des jeunes par une éducation à la santé et à la vie saine ou éducation complète à la sexualité de qualité	Ces interventions consistent à (i) Soutenir la mise en place d'un environnement politique et institutionnel favorable à la mise en œuvre d'une éducation à la santé et à la vie saine (ESVS), des programmes de santé scolaire, et la prévention de la violence à l'école, (ii) Renforcer l'enseignement et l'apprentissage de l'ESVS et de la prévention de la violence à l'école, fondés sur les droits et porteurs de transformation en matière de genre, (iii) soutenir l'autonomisation des adolescents et des jeunes à prendre des décisions éclairées et respectueuses des droits pour leur vie présente et future, (iv) Promouvoir la création d'environnements scolaires et communautaires plus sûrs et inclusifs, avec des liens vers des services de SSR accessibles et adaptés aux jeunes	National	DPFC/PNSSU- SAJ	\$ 305 000	\$ 305 000	\$ -	

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source de financement
8	PAM	Activités WASH	Construction et/ou réhabilitation de 23 latrines dans 23 écoles,	Korhogo, Boundiali, Touba, Ferké, Guiglo, Bouna et Bondoukou	AVSI	\$ 188 112	\$ 188 112	\$ -	Département d'Etat américain de l'agriculture
9	UNICEF	Renforcement institutionnel et transformation de l'éducation	i) Etude relative aux défis des parcours scolaires, des apprenant(e)s vivant avec un handicap et de leur insertion socioprofessionnelle; ii) Révision du plan sectoriel et la préparation des revues sectorielles annuelles de l'éducation iii) modèles positifs des écoles performantes, iv) suivi de la mise en œuvre des EGENA au sein du GLPE; v) appui à la communication autour des grandes réformes du secteur	National	DESPS, Task Force Education	\$ 187 759	\$ 134 707	\$ 53 052	UNICEF
10	UNICEF	Developpement du programme de resilience	Dans le cadre de cette initiative, il s'agit de renforcer les capacités de résilience (anticipation, prévention, absorption, adaptation et transformation) des services sociaux, des communautés et des individus des régions du Bounkani et du Tchologo face aux risques de débordement de la crise du Centre Sahel sur les pays côtiers. Les interventions vont de la construction de salles de classe et leur équipement , à l'appui aux structures islamiques d'Education(SIE) en passant par la formation des enseignants ainsi que le developpement de plan de reponse au niveau regional ( plan de contingence regional education)	Bouna, Ferkessedougou	DELIC, IGENA, DRENA/ CRESU	\$ 145 855	\$ 95 809	\$ 50 046	KFW
11	PAM	Activités WASH	Construction et/ou réhabilitation de 68 points d'eau dans 68 écoles	Korhogo, Boundiali, Touba, Ferké, Guiglo, Bouna et Bondoukou	AVSI	\$ 125 408	\$ 125 408	\$ -	Département d'Etat américain de l'agriculture
12	UNICEF	Appuyer la mise en œuvre de la stratégie nationale d'éducation inclusive ( Education inclusive)	L'initiative consiste à appuyer le MENA au déploiement de la stratégie nationale d'éducation inclusive, L'ensemble de ces initiatives vise à améliorer l'accès à une éducation de qualité, à renforcer les compétences des enseignants, à promouvoir des décisions éducatives basées sur des données probantes et à garantir l'inclusion des groupes vulnérables dans le système éducatif.	National	DEEG	\$ 115 390	\$ 86 953	\$ 28 437	
13	UNESCO	Développement des compétences numériques des personnels d'enseignement et d'encadrement (DCNPEE)	Le projet s'inscrit dans une dynamique de digitalisation holistique de l'école à travers l'utilisation des TIC pour l'amélioration des performances du système éducatif. Il sera un cadre de promotion des pratiques novatrices dans l'enseignement/apprentissage des Sciences, Technologies, Ingénierie et Mathématiques (STIM) car les résultats des élèves du secondaire général sont peu reluisants dans ces disciplines.	14 Préfectures	MENA/DTSI/UNICEF	\$ 100 000	\$ 100 000	\$ -	GIZ

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source de financement
14	PAM	Appui à l'apprentissage des élèves dans les écoles à cantine et à l'amélioration de l'assiduité des enseignants.	cette initiative vise à améliorer l'apprentissage de la lecture et de l'écriture dans 613 écoles primaires publiques rurales	Korhogo, Boundiali, Touba, Ferké, Guiglo, Bouna et Bondoukou	Fondation AVSI	\$ 90 480	\$ 90 480	\$ -	Département d'Etat américain de l'agriculture
15	UNICEF	Generation d'evidences	L'initiative consiste à appuyer le MENA à la production annuelle des données statistiques du préscolaire au secondaire général et technique, des centres d'alphabétisation, des CAFOP, du personnel enseignant et des SIE par la formation des acteurs de la chaîne de production en structures déconcentrées (Coordonnateurs statistiques régionaux, coordination centrale).	National	DESPS	\$ 89 675	\$ 68 005	\$ 21 670	UNICEF
16	UNFPA	Révision et vulgarisation des textes et lois portant scolarisation et protection de l'enfant en milieu scolaire	Dans la perspective de soutenir l'application effective des textes et lois protégeant la scolarisation et le maintien des élèves et particulièrement des filles dans le système scolaire, l'initiative vise à soutenir le plaidoyer de haut niveau pour l'harmonisation et le renforcement des dispositifs d'application de ces textes. il s'agit entre autres des textes sur le report de scolarité, l'école obligatoire et le code de bonne conduite,	National	DMOSS	\$ 86 450	\$ 86 450	\$ -	
17	UNFPA	Renforcement de l'offre de service de santé y compris la santé sexuelle et reproductive des élèves	Ces interventions seront basées sur des approches innovantes de visites médicales systématiques, d'intensification de l'offre de services pendant les campagnes digitales. Ces actions clés utiliseront les acquis notamment les capacités des prestataires formés pour l'offre SR/PF/VIH de qualité dans les SSSU, l'expériences des campagnes itinérantes d'offre SR/PF/VIH autour des SSSU réorganisés et établissements de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle, l'orientation de prestataires des centres de santé non scolaires en SR/PF/VIH, la prévention et la prise en charge des IST/VIH et l'hygiène menstruelle	National	PNSSU-SAJ	\$ 55 894	\$ 55 894	\$ -	
18	UNFPA	Renforcer l'audience, la qualité et l'utilisation de "E-Santé" dans les établissements scolaires	La stratégie consiste à renforcer l'audience de la plateforme "E santé" dans le milieu scolaire et particulièrement au sein des élèves afin de disposer de la bonne information sur leur santé y compris la santé sexuelle et reproductive en toute confiance. Le développement de la plateforme se fera à travers l'amélioration de l'interface et, l'intégration de nouveaux modules et des sessions de renforcement des capacités des clubs scolaires. 40 écoles de 20 DRENA sont ciblées	Yopougon, Abobo, Abengourou, Daoukro, Bongouanou, Dimbokro, Bondoukou, Bouna, Ferkéssédougou, Ouangolodougou, Guiglo, Man, Korhogo, Yamoussoukro, Toumodi	PNSSU-SAJ	\$ 53 777	\$ 53 777	\$ -	

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source de financement
19	UNFPA	Extension et déploiement de l'approche GEMS " Gender Equity Movement in School "	Cette approche innovante vise à promouvoir l'égalité des sexes et réduire la violence en engageant les élèves dans une réflexion critique et une introspection à travers la remise en question les concepts fondamentaux du genre et de violences à des âges où des attitudes et des croyances sont en train de se former. Un réseau d'implémentation de l'approche GEMS a été mis en place avec 48 encadreurs scolaires issus de 24 établissements scolaires pilotes formés sur l'approche genre. L'objectif est d'étendre l'opérationnalisation de l'approche dans 20 DRENA .	San-Pédro, Soubré, Boundiali, Korhogo, Odiéné, Gagnoa, Soubré, Daloa, Bouaflé, Abengourou	DMOSS	\$ 53 777	\$ -	\$ 53 777	
20	UNFPA	Déploiement de l'approche pédagogie différenciée	L'initiative vise à renforcer les capacités opérationnelles de 80 professeurs et de 24 encadreurs de 40 écoles dans 20 DRENA sur le contenu du Guide de Pédagogie différenciée parité, équité, Genre et Droits Humains de 40 Ecoles Pilotes pour l'extension et le déploiement de l'approche.	Yopougon, Abobo, Abengourou, Daoukro, Bongouanou, Dimbokro, Bondoukou, Bouna, Ferkessedougou, Ouangolodougou, Guiglo, Man	DMOSS	\$ 40 329	\$ 40 329	\$ -	

Produit 3.2 Les ménages particulièrement ceux les plus vulnérables et défavorisés, disposent de capacités renforcées pour accroître la demande de services d'éducation, de formation et d'alphabétisation fonctionnelle						Total Budget	Total Disponible	A mobiliser	Source de financement
						\$ 4 514 580	\$ 3 836 579	\$ 678 001	

21	PAM	Appui à la mise en oeuvre du programme des cantines scolaires	Vise à garantir un repas équilibré à au moins 136 500 élèves dans 613 écoles primaires publiques rurales chaque jour d'école dans le cadre du projet MGD/USDA "vivre pour éducation" pour améliorer les indicateurs éducationnels. Il s'agit également de renforcer les capacités des 250 acteurs des cantines scolaires (Conseillers, Directeur d'Ecole, Gérant de cantine et Cantinières) et de construire 50 foyers améliorés. Le PAM fournira des couverts et ustensiles de cuisines pour préparer et servir les repas ( Marmites, Ecumoires, louches,Cuvettes, Assietes, cuillères,Gobelets et Carafes)	Korhogo, Boundiali, Toubá, Ferké, Guiglo, Bouna et Bondoukou	Direction des Cantines Scolaire (MENA)	\$ 2 366 591	\$ 1 866 842	\$ 499 749	Département d'Etat américain de l'agriculture
22	UNICEF	Acquisition et distribution de fournitures scolaires	Cette initiative consistera à promouvoir les droits de tous les enfants et adolescents et particulièrement le droit à l'Education à travers l'accès à l'éducation des garçons et des filles, en les protégeant contre la violence et l'exploitation et en offrant aux jeunes en âge de travailler ainsi qu'à leurs parents, des opportunités de travail décent. Il s'agira de fournir des kits scolaires ainsi que du matériel pédagogique seront distribués aux enfants et aux enseignants.	San pedro, Nawa, Haut Sassandra, Cavally,Guemon, Tonkpi, Bafing, Kabadougou, Folon, Bagoue, Poro, Tchologo,Boukani,Gke ke, Indenie, Agneby-tiassa, lagunes	DPFC	\$ 1 309 405	\$ 1 309 405	\$ -	UNICEF
23	UNICEF	Acquisition de dispositifs d'apprentissages afin de contribuer à la réduction de la fracture numérique y compris dans les contextes fragiles pour l'accès à l'éducation	Afin de réduire la fracture numérique, et garantir davantage d'équité dans les apprentissages, "ma classe digitale mobile" organisée autour de Box sera distribuée dans les écoles primaires les plus reculées du pays. Ce dispositif utilise une version "off line" de "mon école à la maison"	Ferkessedougou, Bouna , Soubre	DPFC	\$ 372 653	\$ 214 658	\$ 157 995	KFW, ENACTE

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source de financement
24	UNICEF	Appuyer la mise en oeuvre d'activités de mobilisation communautaire dans les écoles (collectivités décentralisées, CMEF, COGES, parents d'élèves...)	Ce projet vise a renforcer les capacites des COGES pour assurer les processus d'acquisition de tables bancs, de constructions scolaires, campagnes pour la scolarisation des enfants autour d'activites de mobilisation communautaire	Bouna, Man, Korhogo, Boundiali, San Pedro, Soubre	DAPS COGES	\$ 207 162	\$ 203 251	\$ 3 911	Consolidated Funds , UK Commitee , Belgian Commitee, Netherland Commitee , UNICEF
25	UNESCO	Projet Alphabétisation par le numérique, UNESCO , Alphabétisation fonctionnelle des femmes du Marché de Cocovico	Ce projet consiste à apporter un appui à 100 femmes en leur offrant la possibilité d'acquérir des compétences instrumentales (savoir lire, écrire, calculer et compter), numériques, sociales et économiques. L'objectif visé est de permettre à ces 100 femmes de s'insérer dans le tissu social et d'assurer leur autonomisation. L'apprentissage se fait à travers une application développée par l'UNESCO (ALPHATIC) et embarquée dans des smartphones (offerts aux femmes) qui servent de supports d'apprentissage.	Abidjan	DA, DENF	\$ 100 000	\$ 83 654	\$ 16 346	
26	UNFPA	Appui à la réintégration des filles mères	L'initiative vise à soutenir la prise en charge intégrée des filles mères à travers des plateformes multisectorielles (éducation-santé-protection) en vue de leur réintégration et leur maintien dans le système scolaire en partenariat avec les communautés. 200 filles mères à risque d'abandon scolaire sont ciblées	National	PNSSU-SAJ	\$ 63 398	\$ 63 398	\$ -	
27	UNESCO	Appui aux femmes des marchés de Yopougon inscrites aux classes CMU, (passerelles) après Alphabétisation fonctionnelle des les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC).	Ce projet vise à offrir à 50 jeunes femmes alphétisées à travers les TIC à Yopougon, la possibilité de réintégrer les cours normaux. Le projet les présentera à un concours national à grand tirage en vue de l'obtention du Certificat d'Etude Primaire Elementaire (CEPE); ainsi que l'entrée en 6eme.	Abidjan	DA, DENF	\$ 52 621	\$ 52 621	\$ -	
28	UNFPA	Prévention des grossesses en cours de scolarité : l'institutionnalisation de l'ECS	La stratégie consiste à apporter un appui technique à l'institutionnalisation de l'Education Complète à la sexualité (ECS) à travers notamment la révision curriculaire de matériels didactiques, le suivi de la dispensation routinière des curricula revisés, l'amélioration du système de collecte des données et le suivi évaluation du système	National	DMOSS	\$ 42 750	\$ 42 750	\$ -	

Produit 3.3: Les structures publiques et privées ont des capacités renforcées pour développer une offre d'alphabétisation fonctionnelle, d'éducation alternative, d'enseignement technique et de formation professionnelle						Total Budget	Total Disponible	A mobiliser	Source de financement
						\$ 655 538	\$ 450 483	\$ 205 055	
29	UNICEF	Projet mise en œuvre de formations qualifiantes de courte durée des jeunes avec le METFPA et le MFFE	Pour ce qui est de la réduction du nombre d'enfants en dehors de l'école qui constitue une des priorités de la politique éducative du Gouvernement dans le cadre de « l'école de la deuxième chance », l'UNICEF a travaillé en étroite collaboration avec le METFPA et le MFFE pour la mise en œuvre de formations qualifiantes de courte durée des jeunes dans 9 régions du pays (Gbeke, Tonkpi, Haut Sassandra, San Pedro, Nawa, Kabadougou, Bagoué, Tchologo, Poro) en appui à l'effectivite de la réforme des IFEF.	Gbeke, Tonkpi, Haut Sassandra, San Pedro, Nawa, Kabadougou, Bagoué, Tchologo, Poro	Caritas Odienne, Caritas Man, Caritas San Pedro, GFM3, MFFE, METFPA	\$ 461 538	\$ 256 483	\$ 205 055	KOICA (200000), Suede (150000), Canada (111538)

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source de financement
30	UNESCO	(Employabilité des produits de l'Enseignement Technique Supérieur (Projet CFIT III / )Projet "Un enseignement technique supérieur en Afrique pour une main-d'œuvre technique et innovante"	Renforcer les capacités des établissements d'enseignement supérieur afin de produire les compétences nécessaires au développement national en favorisant la collaboration entre l'enseignement supérieur et l'industrie.	National	MESRS	\$ 74 000	\$ 74 000	\$ -	Republique Populaire de Chine
31	UNESCO	Projet « une meilleure éducation pour l'essor de l'Afrique » (BEAR III)	Améliorer la qualité, la pertinence et l'attractivité de l'ETFPA. Les filières mode et beauté ont été choisies pour la mise en œuvre du projet.	National	METFPA	\$ 50 000	\$ 50 000	\$ -	République de Corée
32	UNESCO	Renforcement de l'employabilité des jeunes dans le cadre de l'académie mondiale des compétences (GSA)	D'une part, renforcer l'employabilité des jeunes par la formation en marketing digital et entrepreneuriat, et d'autre part, renforcer les capacités des enseignants de l'ETFPA afin de les préparer à la transformation digitale du système	National	METFPA (IG, CIDOFR, CPNTIC)	\$ 35 000	\$ 35 000	\$ -	Azerbaïdjan
33	UNESCO	Initiative pan africaine pour la digitalisation de l'ETFP et le développement de compétences	Elaborer une stratégie nationale de digitalisation de l'ETFPA et le développement de compétences	National	METFPA	\$ 35 000	\$ 35 000	\$ -	UNESCO



CADRE DE COOPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE 2021-2025

PLAN DE TRAVAIL CONJOINT (2024-2025)

RESULTAT 4 : D'ici à 2025, les populations en particulier les plus vulnérables accèdent de façon équitable à un socle minimum de protection sociale et utilisent des services de santé (maternelle, néo-natale et infantile, santé de la reproduction, VIH/sida, de lutte contre les maladies non transmissibles), de nutrition, de protection (travail des enfants, violences), d'eau, d'hygiène et d'assainissement, de qualité y compris dans les situations d'urgence.

GRUPE DE  
RESULTAT 4 :

PRESIDENCE: MSHPCMU

LEAD: OMS / UNICEF

OMS ; UNFPA ; ONUSIDA ; PAM ; UNICEF ; BIT ; FAO ; UNODC ; OIM ; ONUHABITAT ; UNHCR; Ministères en charge de : Santé et de l'hygiène Publique/Femmes Familles/ et Enfants /Protection sociale/Justice/Budget / Finances/ Hydraulique/Assainissement ; Association des cliniques privées de santé ; ONG internationales et nationales; Les services déconcentrés de l'état ; Les prestataires de soins ; Les Partenaires Techniques et Financiers ; Le secteur privé ; Société Civile

BUDGET GLOBAL	DISPONIBLE GLOBAL	A MOBILISER GLOBAL
\$66 064 550	\$39 761 846	\$26 302 705

Produit 4.1: Les parties prenantes dans la santé disposent de capacités renforcées pour la demande et l'offre de services curatifs, préventifs, de soutien psychosocial et promotionnels de qualité, accessibles et adaptés aux besoins des populations, notamment les plus vulnérables et celles dans les situations d'urgence

Total Budget	Total Disponible	A mobiliser
\$ 55 609 951	\$ 30 635 013	\$ 24 974 938

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaire de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
1	UNFPA	Renforcer la coordination du système national de gestion de la chaîne d'approvisionnement pour garantir la disponibilité de contraceptifs modernes jusqu'au dernier kilomètre et améliorer les capacités des établissements de santé pour l'offre de services PF de qualité	i) Appui à la réalisation de la cartographie des appuis et des financements du secteur pharmaceutique; ii) Coordination de la gestion de la chaîne d'approvisionnement; iii) Financement du Plan National de Stratégie de la Chaîne d'Approvisionnement (PNNSA); iv) Appui à la quantification et l'élaboration du plan d'approvisionnement des produits SRMNI et contraceptifs; v) Renforcement du système de collecte de données et d'informations pour l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement; vi) Appui à la validation et analyse des données de la Performance de la Chaîne d'Approvisionnement; vii) Renforcement des capacités des gestionnaires de pharmacie des PRES en management et en SR/PF; viii) Appui à la collecte et validation semestrielle de données logistiques; ix) Appui au suivi des engagements financiers de l'Etat et des partenaires sur la chaîne d'approvisionnement; x) Appui au suivi des stocks des produits SSR/PF; xi) Diffusion du rapport de l'enquête nationale sur la disponibilité des produits et des services SRMMNI; xii) Rencontre nationale de consultation sur la sécurisation des produits de santé de la reproduction au dernier kilomètre;xiii) Appui à l'achat, la gestion et la distribution des produits SSR/PF	Toutes les préfectures	MSHPCMU	\$ 9 740 451		\$ 9 740 451	UNFPA



N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaire de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
2	UNICEF	Renforcer la mise en œuvre de la vaccination des enfants.	Appui à l'élaboration et la diffusion de documents de politique, de directives nationales, des documents et plans stratégiques et normatifs du PEV et des documents de plaidoyer pour la mobilisation des ressources et la mobilisation sociale en faveur de la santé de la femme et de l'enfant; appui aux évaluations, acquisition et maintenance des matériels roulants, la chaîne du froid, disponibilité continue des vaccins à tous les niveaux; la gestion adéquate des déchets issus des activités de vaccination; le rattrapage des "zéro dose", "perdus de vue" et sous-vaccinés; MILDA, Vit A, Déparasitant, enregistrement des naissances; la gestion des rumeurs et des désinformations pour la vaccination par des mécanismes innovants; l'organisation des campagnes préventives (Rougeole-Rubeole; Polio; HPV...) et les ripostes vaccinales.	Toutes les préfectures	MSHPCMU	\$ 7 761 115	\$ 5 167 954	\$ 2 593 161	
3	UNICEF	Renforcer la mise en œuvre des activités de lutte contre le paludisme, y compris les campagnes nationales de distribution de MILDA	Achats de MILDA et d'intrants pour la lutte contre le paludisme, appui à la campagne de distribution de masse des MILDA 2024.	Toutes les préfectures	MSHPCMU	\$ 6 522 637	\$ 6 522 637	\$ -	
4	OMS	Fournir des services de santé de qualité, centrés sur la personne et fondés sur des stratégies axées sur les soins de santé primaires et sur un ensemble complet de services essentiels (prestations de services, SRMNIA, maladies transmissibles et non transmissibles, gouvernance et leadership, ressources humaines pour la santé)	L'initiative soutient les interventions en lien avec (1) la mise en application de la réforme hospitalière et des pôles régionaux d'excellence en santé (PRES), (2) l'application des stratégies des soins intégrés et centrés sur le patient et la SRMNIA y compris les soins de réadaptation, (3) la mise en œuvre du plan national de la télémédecine 2021-2025, la digitalisation, la télésanté et la santé numérique et (4) l'élaboration et la révision des normes de fonctionnalité des établissements de soins incluant le monitoring régulier de la qualité des soins.	Toutes les préfectures	MSHPCMU	\$ 4 162 121	\$ 2 642 526	\$ 1 519 595	Sasakawa Health Foundation, Hilfsaktion Noma e.V., Susan Thompson Buffett Foundation, Joint United Nations Programme on HIV/AIDS (UNAIDS), Assessed Contributions (AC), Core voluntary contributions (CVCA) Directorate-General for International Partnerships (INTPA), European Commission, Ministry for Europe and Foreign Affairs (MEAE), France, United States Agency for International
5	UNFPA	Programme Sage-Femme en situation d'urgence	i) Appui du mécanisme de coordination de la mise en œuvre des interventions en SSR en situation humanitaire au sein des régions du Tchologo et du Bounkani; ii) Assurer le plaidoyer pour le déploiement et le maintien des sage-femmes en zone humanitaire; iii) Renforcer les capacités des professionnels de santé en matière de SONU, technologie contraceptive, DMU et gestion de stock dans la zone humanitaire (Bounkani et Tchologo); iv) Renforcer le plateau technique des hôpitaux, centre de santé en vue d'améliorer la qualité de l'offre de service de santé sexuelle et reproductive; v) Accroître l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive auprès des populations des demandeuses d'asile et communautés hôtes vulnérables à travers les initiatives à base communautaires (Ecole des Maris, Espaces Sûrs, Distribution à Base Communautaire, Consultations foraines).	Toutes les préfectures du Tchologo & Bounkani	MoH	\$ 2 600 000	\$ 856 000	\$ 1 744 000	UNFPA SUPPLIES PARTNERSHIP/MUSKOKA / Projet d'Urgence/UNFPA/Safebirth Africa/ Projet Résilience dans le Nord Canada
6	UNICEF	Renforcer la coordination des urgences.	Appui à la préparation et la réponse aux urgences sanitaires à travers la coordination, le développement et la mise à jour des plans de préparation et de réponse, du plan de contingence, le renforcement de capacités des structures, la surveillance épidémiologique, prise en charge des cas,...).	Toutes les préfectures	MSHPCMU	\$ 2 513 012	\$ 839 062	\$ 1 673 950	

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaire de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
7	OMS	Appuyer le renforcement des capacités du pays pour la prévention, la détection et la réponse aux urgences de santé publique. (pilier 2)	L'initiative est en rapport avec les urgences de santé publique en termes de (1) renforcement des capacités de préparation (Centres des Opérations d'Urgences de Santé Publique (COUSP), mise en oeuvre des plans de sécurité sanitaire et le renforcement des mécanismes d'évaluation des capacités du pays), (2) l'amélioration du système de surveillance, de détection rapide, d'évaluation et de communication face aux événements de santé et (3) et le soutien à la riposte et recouvrement.	Toutes les préfectures	MSHPCMU	\$ 1 861 960	\$ 853 979	\$ 1 007 981	Assessed Contributions (AC) Directorate-General for International Partnerships (INTPA), European Commission
8	OMS	Appuyer les opérations d'urgence (EOA).	Cette initiative est un mécanisme spécifique qui soutient le pays à être opérationnel prêt pour prévenir les épidémies et les pandémies, les détecter et y répondre rapidement de façon proportionnée.	Toutes les préfectures	MSHPCMU	\$ 1 854 394	\$ 1 151 510	\$ 702 884	Department of Foreign Affairs, Trade and Development (DFATD), Canada GAVI Alliance Miscellaneous USAID
9	UNFPA	Renforcer le réseau SONU pour offrir des soins obstétricaux, néonataux essentiels et d'urgence de qualité	i) Appui au suivi des plans d'améliorations des structures des 3 régions sanitaires des centres d'excellence: Gontougo, Guiglo et Abidjan1; ii) Evaluation de la qualité des soins des structures des 3 régions sanitaires des centres d'excellence: Gontougo, Guiglo et Abidjan1; iii) Acquisition de 3 ambulances pour Ayaou Sokpa, Bodokro et Bouaké, matériels complémentaires pour les ambulances existantes; iv) Appui à l'évaluation et à la supervision de la délégation des tâches en SR/PF;	Toutes les préfectures	MoH	\$ 1 791 971	\$ 1 491 665	\$ 300 306	TAKEDA/MUSKOKA/MHTF /UNFPA
10	UNFPA	Promotion de la Planification familiale: Appui à la mise en œuvre du PANB 2021-2025	i) Appui en matière de coordination (comité technique, comité de pilotage) pour la mise en œuvre des interventions définies dans le PANB 2021-2025; ii) Apporter un appui pour assurer le plaidoyer en vue de la mobilisation des ressources pour l'implémentation des interventions du PANB 2021-2025; iii) Renforcer la mise en œuvre des activités de génération de la demande et d'offre de services de planification familiale y compris en l'endroit des adolescents et des jeunes; iv) Soutenir les activités de gestion de connaissance à travers un appui technique et financier en vue de la réalisation d'enquête ainsi que la diffusion des résultats; v) Contribution au renforcement des capacités des professionnels de la santé en matière de technologie contraceptive et de gestion des stocks des produits de planification familiale;	Toutes les préfectures	MoH	\$ 1 723 965	\$ 606 500	\$ 1 117 465	UNFPA SUPPLIES PARTNERSHIP/MUSKOKA/ Projet d'Urgence/UNFPA
11	UNICEF	Appuyer la digitalisation des outils de collecte des ASC dans les districts cibles du Nord, Nord-Ouest et Nord-Est, la mise en place d'une plateforme numérique SANTE-VIH de coordination des applications de santé communautaire, la migration de toutes les applications santé communautaire vers le datacenter et le support technique de la plateforme SANTE-VIH.	Mise en place de la liste maîtresse nationale géoréférencée des ASC hébergée dans un registre digitalisé et appuyer la conduite d'une étude de cas nationale qui documente le processus et les enseignements tirés du développement de la liste maîtresse géoréférencée des ASC et du registre nationaux, organisation de la journée commémorative de l'ASC, digitalisation des outils de collecte des ASC dans les districts cibles du Nord, Nord-Ouest et Nord-Est, mise en place d'une plateforme numérique SANTE-VIH de coordination des applications de santé communautaire, la migration de toutes les applications santé communautaire vers le datacenter et le support technique de la plateforme SANTE-VIH.	DIKODOUGOU, KORHOGO 1, KORHOGO 2, M'BENGUE, SINEMATIALI, OUANGOLODOUGOU, KONG, FERKESSEDOUGOU, TENGRELA, BOUNDIALI, KOUTO, BOUNA, NASSIAN, DOROPO, TEHINI, TANDA, BONDOUKOU, TRANSUA SANDEGUE, KOUN-FAO, ODIENNE, MINIGNAN, KANIASSO	MSHPCMU	\$ 1 513 596	\$ 970 776	\$ 542 820	UNICEF, C2D

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaire de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
12	UNFPA	Projet prévention et prise en charge des cas de Fistule obstétricales en Côte d'Ivoire, phase 3	i) Prévention de la Fistule obstétricale: Sensibilisation des populations, Communication pour les changements sociaux et comportementaux favorables à la SSR, PF, SONE, SONU, lutte contre les mariages d'enfant et les MGF et les VBG. ii) Prise en charge des cas de Fistule obstétricale: Réhabilitation de deux centres de prise en charge des fistules au CHU de Bouaké et au CHR de San-Pédro, Recherche active des cas de FO, réparation en routine et lors de campagnes opératoires dans 9 centres de référence iii) Appui à la réinsertion socioéconomique des femmes guéries de FO	Toutes les préfectures	MoH	\$ 1 371 590	\$ 1 371 590	\$ -	KOICA/UNFPA
13	UNICEF	Renforcement de la sensibilisation des communautés sur les bonnes pratiques de santé via différents canaux.	Generation de la demande pour les enfants et les femmes enceintes/allaitantes (Dialogues communautaires, émissions radiophoniques), y compris par les adolescents/adolescentes et les jeunes sur le paquet de services intégré de santé, nutrition, EHA, enregistrement des naissances, etc., paiement de la motivation trimestrielle (ASC, IDE, CAC) dans le cadre de la mise en œuvre l'ICCM et la promotion des PFE dans les zones cibles	Toutes les préfectures	MSHPCMU	\$ 1 154 529	\$ 1 096 429	\$ 58 100	
14	OMS UNICEF, UNFPA, ONUFEMMES.	Mettre en œuvre l'initiative Muskoka pour la santé et le bien-être des femmes, nouveaux-nés, enfants et adolescents.	L'initiative participe à l'amélioration de la santé et au bien-être des mères, nouveaux nés, enfants et adolescent(e)s, par la mise en place d'interventions intersectorielles à haut impact à travers: (i) la réduction de la mortalité et de la morbidité maternelle, néonatale et infanto-juvénile, (ii) garantir l'accès des adolescents et en particulier des adolescentes aux droits et à la santé sexuels et reproductifs, (iii) améliorer la nutrition et promouvoir l'autonomisation des femmes assurer la continuité des soins.	Toutes les préfectures	MSHPCMU	\$ 912 061	\$ 912 061	\$ -	Ministry for Europe and Foreign Affairs (MEAE), France
15	UNICEF, ONUSIDA, OMS, UNFPA	Appuyer la mise en œuvre du plan d'action prioritaire 2023-2025 pour mettre fin au sida chez les enfants à l'horizon 2030.	Cet appui va consister: (i) à l'appui à la mise en œuvre de l'approche district modèle ciblant dix districts (ii) Au renforcement de la mise en œuvre de la PTME et de la PEC du VIH chez les enfants et les adolescents. (iii) Au soutien à la mise à l'échelle de l'approche famille/ index testing et de ETP ; (iv) mobilisation du RIP+ pour combler les gaps supplémentaires.	Toutes les préfectures	MSHPCMU / PNLS	\$ 860 674	\$ 728 422	\$ 132 252	UBRAF, CDC/PEPFAR , Luxembourg, UNICEF, OMS
16	UNFPA, OMS, UNICEF, BIT, UNDP, ONUSIDA.	Appuyer l'offre de services intégrés de prévention SR/VIH aux adolescents et jeunes	Appui au développement de stratégies média-sociales et plateformes e-santé pour les adolescents et les jeunes, Renforcement des compétences de vie des jeunes filles et adolescentes afin de créer des espaces sûrs pour leur épanouissement scolaire et extrascolaire , Appui aux campagnes de sensibilisation et d'offre de services SR/VIH, Appui à la mise en œuvre de la feuille de route nationale de la prévention du VIH 2024-2026	Toutes les préfectures	MSHPCMU	\$ 663 000	\$ 165 000	\$ 498 000	UBRAF
17	ONUSIDA, OMS, UNICEF, UNFPA, BIT, UNDP.	Appuyer la feuille de route nationale de la prévention du VIH 2024-2026.		Toutes les préfectures	MSHPCMU	\$ 663 000	\$ 165 000	\$ 498 000	UBRAF

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaire de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
18	UNICEF	Renforcer les interventions communautaires intégrées dans les zones prioritaires pour agir sur les normes sociales défavorables à la santé.	Outils de collecte et de rapportage des acteurs communautaires, renforcement des capacités en cascade des acteurs de la santé communautaire, réunions trimestrielles de validation des données communautaires, de supervisions conjointes semestrielles des activités communautaires par la DSC; le suivi et la supervision des activités de santé communautaire par les ONG dans les districts cibles, monitoring décentralisé pour l'action des activités des ESPC et communautaires dans les 7 DDS des chefs lieux de régions et du monitoring semestriel des activités des ESPC et du niveau communautaire, revision du PMA des ASC, l'élaboration, validation, reprographie et diffusion du cahier de charges des CAC region, Evaluation des activités de santé com dans la region sanitaire du poro (enquête terrain, saisie, analyse).	Toutes les préfectures	MSHPCMU	\$ 616 812	\$ 575 312	\$ 41 500	
19	UNFPA	Renforcer les capacités et la fourniture des services SSR aux adolescents et jeunes	1. Organiser le lancement/présentation du PNSAJ et la mobilisation des ressources en vue de la mise en œuvre du Plan stratégique santé Ado & Jeune 2024-2028 ; 2. Conduire un Plaidoyer auprès des collectivités locales pour la mise à disposition des services SRAJ ; 3. Organiser le monitoring de 30 SSSU-SAJ pour favoriser la création des services de santé dans 40 établissements de formation; 4. Renforcer le plateau technique des infirmeries au sein des établissements de formation du METFPA afin d'améliorer la qualité des prestations, 5. Former les prestataires de santé des 40 infirmeries en technologie contraceptive et gestion des produits SRAJ	Toutes les préfectures		\$ 557 642	\$ 330 670	\$ 226 972	UNFPA
20	UNICEF	Appuyer le renforcement du cadre politique, stratégique et réglementaire de la santé en faveur des enfants.	L'appui à l'organisation des revues de coordination régionales de la santé; l'appui à l'élaboration et de validation des plans nationaux stratégiques de la santé digitale; l'éditer le plan opérationnel de basculement et les documents de normes de fonctionnement et appuyer l'inauguration du centre de santé de Kassiapleu, l'appui à l'activité d'Épuration, de Fusion et Migration des base de données DHIS2 vers une instance DHIS2 National.	National	MSHPCMU	\$ 554 365	\$ 240 448	\$ 313 918	UNICEF
21	OMS	Appuyer le pays pour l'éradication de la poliomyélite et la transition de financement.	Les 02 stratégies de l'initiative sont la vaccination de masse et la surveillance des cas de paralysie flasque aiguë (PFA) et de l'environnement.	Toutes les préfectures	MSHPCMU	\$ 519 000	\$ 402 349	\$ 116 652	Bill & Melinda Gates Foundation
22	UNICEF	Renforcer le plaidoyer et le dialogue politique sur le financement adéquat des soins de santé primaires.	Le soutien aux activités de plaidoyer et de renforcement des soins de santé primaire avec un accent sur la santé communautaire.	National	MSHPCMU	\$ 514 360	\$ 164 976	\$ 349 384	UNICEF
23	UNICEF	Renforcer la génération d'évidences pour la planification et le suivi des performances en vue de l'équité dans le secteur de la santé.	L'appui aux évaluations, recherches, enquêtes et la documentations des stratégies et bonnes pratiques en santé au niveau central et dans les districts sanitaires	Toutes les préfectures	MSHPCMU	\$ 514 360	\$ 367 420	\$ 146 940	UNICEF

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaire de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
24	UNFPA	Renforcer la Résilience dans le nord-est de la Cote d'Ivoire	1. Assurer l'organisation périodique de la quantification des besoins en produits de santé et médicaments pour l'offre de services de qualité de SSR en situation d'urgence humanitaire. 2. Intensifier l'offre de services SSR en stratégie avancée dans les districts sanitaires; 3. Renforcer es connaissances des adolescents et jeunes sur les droits et besoins de services conviviaux en matière de SSR, notamment en situation d'urgence humanitaire; 4. Fournir des kits SR d'urgences dans les structures de santé des localités abritant les réfugiés et les déplacés internes, et des communautés hôtes;	Boukani, Tchologo,		\$ 500 000	\$ 442 995	\$ 57 006	UNFPA/ UNICEF/ ONUFEMME
25	UNFPA	Fonds d'urgence pour améliorer l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive et aux soins liés aux violences sexuelles pour les demandeurs d'asile et les communautés d'accueil dans le Nord et le Nord-est de la Cote d'Ivoire	i) Accroître la génération de la demande et renforcer l'offre des services en matière de santé sexuelle et reproductive; ii) Renforcer la capacité des professionnels de la santé, travailleurs sociaux, administrateurs en matière de Dispositif Minimu d'Urgence pour la Santé Sexuelle et Reproductive; iii) Renforcer les capacités des travailleurs sociaux, officiers de justice, forces de l'ordre en matière de VBG; iv) Renforcer les capacités du personnel humanitaire en matière de PSEA; v) Renforcer les capacités des communautés et des individus en matière de demande de service de prise en charge des cas de Violence Basé sur le Genre à travers les sensibilisations;	Toutes les préfectures du Tchologo & Bounkani	MoH	\$ 500 000	\$ 256 000	\$ 244 000	UNFPA SUPPLIES PARTNERSHIP/MUSKOKA/ Projet d'Urgence/UNFPA/
26	OMS	Agir sur les déterminants sociaux de la santé à toutes les étapes de la vie.	Les composantes de l'initiative comprend l'appui à la promotion de la santé dans les politiques et programmes publics (y compris les secteurs non sanitaires avec les actions sur les déterminants sociaux et sur les effets liés au changements climatiques), la révision/l'élaboration des documents normatifs, l'intégration des données sur les déterminants sociaux de la santé et la promotion de la santé, l'identification et l'analyse des principaux déterminants de la santé et des actions à mener en vue de réduire leur impact sur la santé.	Toutes les préfectures	MSHPCMU	\$ 458 063	\$ 133 795	\$ 324 268	Assessed Contributions (AC) Bill & Melinda Gates Foundation Bloomberg Family Foundation Directorate-General for International Partnerships (INTPA), European Commission Ministry for Europe and Foreign Affairs (MEAE), France
27	UNICEF	Contribuer à l'optimisation du réseau de Diagnostic pour la réalisation des tests de dépistage au VIH et du suivi biologique des malades du SIDA (CV, CD4, EID), de la Tuberculose et du Cancer du col de l'Uterus.	Contribuer à l'optimisation du réseau de Diagnostic pour la réalisation des tests de dépistage au VIH et du suivi biologique des malades du SIDA (CV, CD4, EID), de la Tuberculose et du Cancer du col de l'Uterus;	Toutes les préfectures	MSHPCMU	\$ 386 664	\$ 286 535	\$ 100 129	
28	UNICEF	Contribuer à l'optimisation du réseau de Diagnostic pour la réalisation des tests de dépistage au VIH et du suivi biologique des malades du SIDA (CV, CD4, EID), de la Tuberculose et du Cancer du col de l'Uterus.	Contribuer à l'optimisation du réseau de Diagnostic pour la réalisation des tests de dépistage au VIH et du suivi biologique des malades du SIDA (CV, CD4, EID), de la Tuberculose et du Cancer du col de l'Uterus; obtenir le passage à échelle de l'approche famille/ index testing et de ETP ; Assurer la recherche des enfants et adolescents infectés aux autres portes d'entrée pédiatriques y compris dans les services sociaux; Renforcer les capacités des formateurs sur l'annonce adaptée du statut sérologique et de l'accompagnement des enfants et adolescents; Renforcer l'implication des mères tutrices, des personnes de soutien et des conjoints dans l'accompagnement des FE/FA, enfants et adolescents infectés par le VIH.	Toutes les préfectures	MSHPCMU	\$ 386 664	\$ 286 535	\$ 100 129	

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaire de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
29	UNICEF	Renforcer la mise en oeuvre de la PTME et de la PEC du VIH chez les enfants et les adolescents.	Appui au Renforcement des capacités des prestataires cliniques et communautaires en PTME, PECP et adolescents (formation, coaching), sessions d'analyse et de validation des données PTME et PECP au régional et départemental de contrôle qualité des données; missions conjointes de supervision trimestrielles du niveau central, régional et départemental des activités PTME, PECP et adolescents; revue des cas de TME du VIH dans les districts sanitaires à forts taux de positivité des enfants exposés en vue de la documentation des causes pour y apporter une réponse;	Toutes les préfectures	MSHPCMU	\$ 385 498	\$ 163 341	\$ 222 157	
30	OMS, UNICEF, UNFPA, BIT, UNDP	Programme conjoint sur l'accélération de la riposte au VIH		Toutes les préfectures	MSHPCMU	\$ 360 000	\$ 360 000	\$ -	UBRAF
31	UNFPA	Renforcer la coordination du système national de la santé	i) Appui à la coordination sectorielle des interventions SSR des PTA; ii) Appui à l'organisation de l'atelier bilan 2023 de l'action sanitaire et de planification 2024 intégrée de la DGSH; iii) Renforcement de la coordination des acteurs et des interventions de SSR au niveau central; iv) Appui à la révision et à la diffusion du Document de Stratégie Nationale des Soins Infirmiers et Maternels 2022-2026; v) Appui au comité technique de suivi de la mise en oeuvre du PNDS 2021-2025; vi) Appui à l'orientation des acteurs de planification des Directions Centrales et Instituts Spécialisés sur le guide intégré de planification et de budgétisation des interventions sanitaires; vii) Appui à la formation des acteurs sur le processus d'élaboration des Projets d'Investissements Publics (PIP); viii) Renforcement du suivi, de l'analyse, de la collecte et l'assurance qualité des pièces justificatives des dépenses; ix) Appui à l'organisation des états généraux de la profession sage-femme.	Toutes les préfectures	MoH INFAS	\$ 341 550	\$ 226 675	\$ 114 875	UNFPA
32	UNICEF	Mettre à l'échelle des SONU et des interventions à haut impact en faveur des mères, des nouveaux-nés et enfants.	Appui à l'élaboration et la diffusion de documents de politique, des directives nationales, des documents et plans stratégiques et normatifs de la SMNI et des documents de plaidoyer pour la mobilisation des ressources et la mobilisation sociale en faveur de la santé de la femme et de l'enfant, gestion de l'HPPI avec le kit UBT et la réanimation du nouveau-né et de la PCIMNE dans les districts C2D, à Abidjan et dans les districts sanitaires des Régions de Gbeke et Nawa, mise à l'échelle des Soins Mère Kangourou et des soins essentiels aux nouveau-nés dans les districts C2D, à Abidjan, dans les districts sanitaires des Régions de Gbeke et Nawa, et dans les PRES (Abengourou, Daloa, San Pedro, Yamoussoukro), organisation des journées scientifiques et nationales dans le domaine de la santé maternelle, néonatale et infantile.	Toutes les préfectures	MSHPCMU	\$ 289 749	\$ 223 125	\$ 66 624	
33	UNFPA	Renforcer la Surveillance des décès maternels et périnatal et la riposte (SDMPR)	Appui aux comités régionaux de lutte contre les mortalités Maternels Néonatales et infantiles dans le DRSHPCMU;	Toutes les préfectures	MoH	\$ 218 477	\$ 130 981	\$ 87 496	TAKEDA/MUSKOKA/MHTF /UNFPA
34	UNICEF	Renforcer la disponibilité des intrants stratégiques et la mise à niveau du plateau technique des structures sanitaires	appui à rétro information des programmes nationaux de santé sur la gestion de stocks, le rapportage, (complétude, qualité des données, promptitude), au renforcement des capacités des gestionnaires de produits de santé	Toutes les préfectures	MSHPCMU	\$ 208 045	\$ 208 045	\$ -	

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaire de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
35	OMS	Mettre à disposition les orientations et les normes rigoureuses concernant la qualité, la sécurité et l'efficacité des produits de santé, y compris grâce à des services de préqualification, ainsi qu'à des listes de médicaments et produits de diagnostic essentiels.	Les activités essentielles renforceront la planification stratégique à travers l'élaboration et la validation des documents normatifs (plan directeur pharmaceutique national), la réglementation pour la disponibilité et l'accessibilité des produits et technologies de santé de qualité, sûrs, efficaces, l'appui à la conduite d'une évaluation ATA-C et rATA pour les technologies d'assistance dans le cadre de la réadaptation et le soutien à la mise en place d'un Programme National de Dons d'Organes.	Toutes les préfectures	MSHPCMU	\$ 164 976	\$ 50 000	\$ 114 976	Bill & Melinda Gates Foundation Ministry for Europe and Foreign Affairs (MEAE), France
36	UNFPA	Programme Sage-Femme	i) Formation de base des Sage-Femmes: Développement des capacités du réseau d'écoles de sages-femmes et finaliser le processus d'accréditation selon le système LMD, à travers l'activation des sites de stages, Renforcement du programme tutorat; Renforcement des capacités des sages femmes sur les soins humanisés et le plan d'accouchement dans la région du Gbêkê; ii) Formation continue: Mentorat; iii) Régulation: Renforcement des capacités de l'Ordre des Sage-Femmes; Suivi de l'implémentation et de réglementation de la pratique Sage-Femme iv) Association: Renforcement des capacités de l'Association des Sage-Femmes ix) Organisation des états généraux de la profession sage-femme;	Toutes les préfectures	MoH	\$ 132 088	\$ 87 085	\$ 45 003	TAKEDA/MUSKOKA/MHTF /UNFPA
37	OMS	Renforcer les capacités de collecte des données et des systèmes d'analyse de l'information sanitaire pour étayer les politiques et produire un impact.	Cette initiative concerne différents appuis relatifs à : (1) la mise en œuvre du Plan Stratégique du Système National d'Information Sanitaire 2021-2025, (2) l'appui à la production et à l'utilisation des informations sanitaires de qualité, (3) la mise en place et le fonctionnement de l'observatoire national de santé (ONS), (4) la réalisation de la carte sanitaire dynamique et prospective et (5) la recherche et l'innovation dans le système de santé en particulier les mécanismes de gouvernance, la coordination, la collaboration et la mise en œuvre des résultats de la recherche. Concernant l'enquête HHFA (Harmonized Health Facility Assessment/ l'Evaluation Harmonisée des établissements de santé) cette activité de cette initiative contribuera à la diffusion des résultats, à la promotion de leur utilisation et à la revue de la méthodologie et du questionnaire.	Toutes les préfectures	MSHPCMU	\$ 122 041	\$ 31 543	\$ 90 498	Core voluntary contributions (CVCA), Fonds Mondial
38	UNICEF	Institutionnaliser l'approche qualité des soins dans les centres de santé avec le label « Centre de santé 5 étoiles » incluant l'accueil et EHA	sessions de coaching et de suivi des plans d'amélioration de la qualité de soins SRMNI-NUT dans 3 structures sanitaires par district dans 3 districts (Ferke, Odienné, Tanda) session de partage d'expérience sur la mise en œuvre de l'approche d'amélioration continue de la qualité de soins SRMNI-NUT avec l'ensemble des structures sanitaires des 3 districts (Ferke, Odienné, Tanda) par e-learning mission d'évaluation de la qualité de soins SRMNI-NUT dans 2 structures sanitaires par district dans 3 districts (Ferke, Odienné, Tanda), cérémonie d'attribution de label de qualité de soins SRMNI « Structure sanitaire 5 étoiles » à au moins une structure de santé par district dans 3 districts sanitaires (Ferke, Odienné, Tanda) à la suite de l'évaluation.	Toutes les préfectures	MSHPCMU	\$ 90 055	\$ 70 965	\$ 19 090	

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaire de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
39	OMS	Mettre au point et appliquer des modules techniques pour influencer sur les facteurs de risque moyennant une action multisectorielle.	L'initiative entend renforcer la lutte contre les facteurs de risque grâce à l'élaboration, la révision et la mise en œuvre de politiques, législations et réglementations en matière de l'usage du tabac et des produits émergents et nouveaux, de l'alcool et de la toxomanie. Une approche communautaire sera adoptée impliquant les radios communautaire, la formation des leaders et des acteurs clés pour l'adoption de comportements favorable à la santé.	Toutes les préfectures	MSHPCMU	\$ 75 538	\$ 19 528	\$ 56 010	Bill & Melinda Gates Foundation Directorate-General for International Partnerships (INTPA), European Commission
40	UNICEF	Soutenir la disponibilité des médicaments et autres intrants stratégiques (kits UBT, matériels SMK, mannequins de démonstration...) pour l'offre des SONU de base et des autres interventions à haut impact en faveur des mères, des nouveaux-nés et des enfants	Soutenir la disponibilité des médicaments et autres intrants stratégiques pour l'offre des SONU de base et des autres interventions à haut impact en faveur des mères, des nouveaux-nés et des enfants	Toutes les préfectures	MSHPCMU	\$ 43 929	\$ 35 580	\$ 8 349	UNICEF,C2D, USAID
41	UNFPA	Renforcer les capacités des communautés et des organisations de la société civile pour exiger des services DSSR de qualité	i) Renforcement du dispositif de suivi et évaluation des initiatives communautaires; ii) Appui à la mise en place un mécanisme de pérennisation des initiatives communautaires en faveur de l'accès aux services de Santé Sexuelle et Reproductive; iii) Renforcer l'implication de la communauté dans la santé de la reproduction à travers les stratégies communautaires écoles des Maris et Dialogue communautaire	Toutes les préfectures	MoH			\$ -	UNFPA
42	UNICEF OMS, UNFPA, ONUSIDA, PNUD, PAM, FAO	Contribuer à la mise en œuvre du projet Résilience dans le Nord et le Nord-Est en matière de santé.	Le volet santé de l'initiative répond à la fois aux besoins immédiats en garantissant l'accès équitable aux services de santé des communautés en renforçant systématiquement les capacités du système de santé. Une place centrale est accordée aux approches communautaires afin que les interventions mises en œuvre renforcent l'engagement des communautés et contribuent efficacement à la continuité de l'offre de service de santé et au rétablissement du système de santé.	Toutes les préfectures	MSHPCMU			\$ -	Ministry for Europe and Foreign Affairs (MEAE), France, Canada
43	ONUSIDA, OMS, UNICEF, UNFPA, BIT, UNDP.	Projet N'Zassa		Toutes les préfectures	RIP+			\$ -	ONUSIDA

Produit 4.2: Les institutions nationales, la société civile et les communautés disposent de capacités renforcées pour la fourniture de services et l'adoption de comportements adéquats en matière de nutrition et de développement de la petite enfance y compris dans les situations d'urgence						Total Budget	Total Disponible	A mobiliser
						\$ 7 003 708	\$ 5 874 902	\$ 1 128 806

44	UNICEF OMS, PAM, FIDA	Fourniture de soins préventifs, promotionnels, curatifs de qualité dans le domaine de la Nutrition par les structures sanitaires et sociales	Soutien au renforcement de l'offre et la mise à échelle des interventions essentielles de nutrition et de DPE en renforçant à la fois les capacités des acteurs opérationnels des secteurs spécifiques et sensibles à la nutrition et au DPE et la chaîne de production, d'approvisionnement et de logistique des intrants de nutrition (production locale, achat d'intrants, équipement). Soutien à la révision du protocole de prise en charge de la malnutrition aigue (y compris MAMI et une Annexe sur les approches simplifiées).	Toutes les préfectures	SE-CONNAPE PNN/MSHPCMU	\$ 1 727 883	\$ 1 671 111	\$ 56 772	VINA UNICEF C2D KFW
----	-----------------------------	--	---	------------------------	---------------------------	--------------	--------------	-----------	------------------------------



N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaire de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
45	UNICEF OMS, PAM, FAO, ONUFEMME, FIDA	Renforcement des actions de nutrition communautaire (FRANC, First food, Nutrition des PIAVIH...)	Mise en place de 100 Foyers de renforcement des activités de nutrition communautaires (FRANC) dans les zones à fortes prévalence de malnutrition afin d'appuyer le PNN dans la conduite des activités de SBCC. De plus, un soutien sera fourni aux organisations de la société civile dans les zones de l'arc de vulnérabilité pour les activités de prévention et de promotion pour un changement de comportement durable des communautés sur la nutrition (notamment les réseaux et les ONGs des PIAVIH) en lien avec le projet résilience nord-est. Les acteurs communautaires seront également formés sur l'alimentation de l'adolescente, la femme enceinte et allaitante, du nourrisson et du jeune enfant, du suivi-promotion de la croissance et le DPE. Soutien à 10 groupements / coopératives féminines à produire, transformer et commercialiser des aliments de complément nutritifs et diversifiés pour les jeunes enfants (first foods). Education nutritionnelle et sensibilisation aux coopératives féminines de production agricoles du projet PADFA au nord.	Préfectures (à préciser)	SE-CONNAPE PNN/MSHPCMU ONG	\$ 1 360 877	\$ 701 316	\$ 659 561	NATCOM JAPAN C2D VINA UNICEF
46	UNICEF OMS	Renforcement des capacités des ministères sectoriels à l'utilisation des preuves générées pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes dans le cadre de la PNMIN	Développer une expertise nationale dans la formulation des questions d'analyse politique. Appui aux ministères sectoriels pour la production et l'analyse des données de qualité spécifiques et sensibles de nutrition (appui technique, formation, équipement en matériels informatiques) en vue d'alimenter le système d'information centralisé.	Toutes les préfectures	SE-CONNAPE PNN/MSHPCMU	\$ 1 273 644	\$ 1 273 644	\$ -	Union Européenne
47	UNICEF OMS, PAM, FAO, ONUFEMME, FIDA	Appui au fonctionnement des organes du CONNAPE pour la mise en œuvre du Plan National Multisectoriel de Nutrition 2024-2026	Soutien à l'élaboration et à la mise en œuvre des activités du PNMN 2024-2026 en appuyant entre autre le fonctionnement des organes du CONNAPE (Comité technique, SE-CONNAPE, CORNNAPE, COSNNAPE, les plateformes de gestion des informations en matière de nutrition PNMIN et SNIN) ainsi qu'à la mise en œuvre des activités stratégiques (élaboration du dossier d'investissement en nutrition, auto-évaluation...) Apporter un appui au réseau des jeunes pour la nutrition (ROJNAD) pour l'élaboration du plan de plaidoyer.	Toutes les préfectures	SE-CONNAPE PNN/MSHPCMU	\$ 556 419	\$ 481 279	\$ 75 140	Union Européenne UNICEF
48	PAM	Renforcement des moyens de subsistance et de la nutrition des populations vulnérables dans la région du Bounkani par l'autonomisation des communautés et la promotion des bonnes pratiques nutritionnelles	Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages vulnérables dans la région du Bounkani. De façon spécifiques le projet envisage de : - Promouvoir un modèle de « ménage résilient, » à travers la mise en place des dispositifs de jardins potagers et de petit élevage qui contribuent au renforcement de la résilience alimentaire et nutritionnelle des ménages - Favoriser l'acquisition de connaissances et compétences nécessaires en nutrition et hygiène - Améliorer les revenus des ménages vulnérables	Bounkani	ANADER	\$ 500 000	\$ 500 000	\$ -	France (AAP2)
49	OMS UNICEF	Renforcement du système national d'information en Nutrition au sein du Système national d'Information Sanitaire	Amélioration de l'utilisation des données de routine en nutrition pour le développement de politiques et programmes nationaux. Contribution au renforcement des capacités des DRS, DDS, Cnut et CSE dans l'analyse des données (formation, coaching, suivi-reporting, analyse de données...) Mise en place un système de monitoring de la commercialisation des substituts du lait maternel.	Toutes les préfectures	PNN/MSHPCMU DIS SE-CONNAPE	\$ 445 542	\$ 360 542	\$ 85 000	Union Européenne

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaire de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
50	PAM	Projet d'assistance nutritionnelle et d'actions sociales sensibles à la nutrition au profit des populations vulnérables de la région du Tchologo	Renforcer l'accès aux aliments diversifiés et nutritifs et l'adoption de bonnes pratiques nutritionnelles pour les populations vulnérables, en particulier les femmes enceintes et allaitantes (FEFA) et les enfants, pour l'amélioration de la sécurité nutritionnelle dans les départements de Ferkessedougou, Kong et Ouangolodougou (Région du Tchologo).	Ferkessedougou Kong Ouangolodougou	ACF MSHP-CMU PNN SE CONNAPE CODINORM	\$ 350 000	\$ 350 000	\$ -	France (AAP)
51	UNICEF OMS, PAM, FAO, ONUFEMME, FIDA	Renforcement du système national d'information de Nutrition communautaire	Amélioration de l'utilisation des données de routine en nutrition communautaire pour le développement de politiques et programmes de développement communautaire. Appui au mécanisme de collecte et de transmission des données de nutrition au niveau des structures communautaires (FRANC) et de centres/complexes sociaux.	Toutes les préfectures	SE-CONNAPE PNN DIS DSC DPPS	\$ 262 380	\$ 25 047	\$ 237 333	UNICEF
52	UNICEF OMS, PAM, FAO, ONUFEMME, FIDA	Réalisation d'études dans le domaine de la nutrition (SMART, enrichissement des aliments avec les MNP...)	Appui technique et financier à la réalisation d'enquête SMART en 2024. Soutien à la réalisation d'une étude de faisabilité de la stratégie d'enrichissement des aliments avec les poudres de micronutriments (MNP) suivie de l'élaboration d'une stratégie. Etude sur la prévalence des carences en micronutriments	Toutes les préfectures	SE-CONNAPE PNN/MSHPCMU	\$ 233 769	\$ 233 769	\$ -	VINA UNICEF
53	UNICEF OMS, PAM, FAO, ONUFEMME, FIDA	Mise à jour de la cartographie nationale des interventions et intervenant en Nutrition et réalisation de la cartographie des données en nutrition et DPE	Soutien à la mise à jour de la cartographie nationale des interventions et intervenant en Nutrition et l'élaboration de la cartographie des données en nutrition et DPE dans les différents secteurs impliqués. Un glossaire des terminologies en nutrition sera également élaboré.	Toutes les préfectures	SE-CONNAPE PNN/MSHPCMU	\$ 212 799	\$ 212 799	\$ -	Union Européenne
54	PAM OMS	Une évaluation du niveau de connaissance et attitudes pratiques de nutrition et santé et de la protection sociale sensible au VIH	Les PIAVIH en situation d'insécurité alimentaire et de malnutrition pourront recevoir des transferts monétaires afin d'améliorer leur consommation d'aliments nutritifs pour une prise en charge efficace.	Toutes les préfectures	PNN/MSHPCMU	\$ 47 000	\$ 32 000	\$ 15 000	UBRAF
55	UNICEF OMS	Mise en place de l'initiative Structure Sanitaire Amie des Bébé (ISSAB) dans les structures sanitaires	Soutien à la labélisation de 33 SSAB dans les zones à forte prévalence de la malnutrition (Régions Nord, Nord-Est, Nord-Ouest, Sud-Ouest) pour favoriser la promotion de l'allaitement exclusif durant les 6 premiers mois et la poursuite jusqu'au delà de 2 ans.		PNN/MSHPCMU	\$ 33 396	\$ 33 396	\$ -	MUSKOKA

**Produit 4.3: Les institutions techniques et les acteurs clés ont des capacités renforcées pour la fourniture des services d'EHA de qualité et innovants, y compris dans les situations d'urgence, et les communautés disposent de capacités renforcées pour l'adoption de comportements adéquats.**

						Total Budget	Total Disponible	A mobiliser	
						\$ 31 777	\$ 31 777	\$ -	
56	UNICEF	Promouvoir la Fin de la Défecation à l'Air Libre (FDAL).	Implémenter l'approche Assainissement Total Piloté par la Communauté dans les localités cibles afin d'amener les ménages à se construire/utiliser les latrines et abandonner la pratique de la défécation à l'air libre.	Biankouma, Touba, Ferke, Bouna, Seguela, Kani, Korhogo	DAR, DVS, ONG locales, Sous-Prefectures, DHPSE, <b>DAS (MEPS)</b>			\$ -	
57	UNICEF	Développer l'approche Assainissement et hygiène basée sur les marchés.	Réaliser le marketing de l'assainissement en impliquant les agents communautaires et les ouvriers afin d'accompagner les ménages dans la construction des latrines.	Biankouma, Touba, Ferke, Bouna, Seguela, Kani, Korhogo	DAR, ONG locales, Sous-Prefectures, DHPSE, DAS (MEPS)			\$ -	
58	UNICEF	Renforcer la prévention de la Santé communautaire à travers l'Hygiène couplée à l'ATPC.	Mener des activités de suivi dans les communautés déclenchées ATPC pour la pérennisation des acquis de changement de comportement en terme de - lavage des mains - traitement de l'eau à domicile.	Biankouma, Touba, Ferke, Bouna, Seguela, Kani	DAR, ONG locales, Sous-Prefectures, DHPSE, DAS (MEPS)			\$ -	

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaire de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
59	UNICEF	Promouvoir le changement social avec l'engagement des jeunes autour des événements et thématiques WASH.	Inciter les OSC à intégrer la thématique WASH dans les activités des U-reporters.	Biankouma, Touba, Ferke, Bouna, Seguella, Kani	U-Reporters, DHPSE, DAR, ONG locales, Sous-Prefectures, DAS (MEPS)			\$ -	
60	UNICEF, OIM, UNHCR	Préparer et Répondre aux urgences humanitaires en matière de WASH.	Etre outillé à déclencher le "Plan de contingence élaboré en EHA".	National	ONG, ONEP, DHPSE, INHP, DAR, DAS (MEPS)			\$ -	
61	UNICEF, IOM	Renforcer les capacités des acteurs de l'éducation sur l'Approche 3 étoiles pour le WASH dans les écoles, du sous-secteur de l'eau potable sur la maintenance des systèmes d'eau avec pompage à énergie solaire et du sous-secteur de l'assainissement et les Autorités sous-prefectorales des zones cibles sur l'ATPC.	Renforcer les capacités de la communauté éducative (élèves, enseignants, personnel d'encadrement, parents d'élèves) pour l'adoption de bonnes pratiques WASH à l'école.	Buyo, Ferke, Bouna, Soubre, Man, Touba, Korhogo, Ferke, Bouna, Kani, Biankouma	DVS (MENA), DAS (MEPS)			\$ -	
62	UNICEF, OIM, UNHCR	Appuyer la coordination effective du secteur EHA et la vulgarisation des documents stratégiques élaborés.	Dynamiser le groupe sectoriel EHA par des rencontres sectoriels, la centralisations des données et l'animation de la plateformes web créée.	National	DAUD, GS-EHA			\$ -	
63	UNICEF, OIM, UNHCR, UNHABITAT	Améliorer l'accès aux services d'EHA de base pour les communautés, dans les écoles et dans les centres de Santé des zones cibles	Sensibiliser les communautés pour la construction, l'usage et l'entretien des latrines à travers l'ATPC et la marketing de l'assainissement. Construire des ouvrages WASH (latrines et points d'eaux) dans les écoles et développer des stratégies idoines pour l'entretien des ouvrages. Construire des ouvrages WASH (latrines et points d'eaux) dans les centres de santé et développer des stratégies idoines pour l'entretien des ouvrages.	Soubre, Man, Biankouma, Sipilou, Touba, Odienné, Minignan, Korhogo, Ferke, Bouna	DAR, Entreprises privées, DAS (MEPS), ONEP, DVS, DIEMP			\$ -	
64	UNHABITAT	Implementation de l'outil Waste Wise Cities (WaCT) dans le District d'Abidjan	Evaluation de la performance du District d'Abidjan en matière de gestion des déchets solides municipaux par le suivi de l'Indicateur 11.6.1 des objectifs de développement durable. Aider le District d'Abidjan à atteindre les ODD liés aux déchets en évaluant la gestion des déchets solides municipaux dans les villes sélectionnées.	Sous prefecture et communes du District d'Abidjan	Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité/ PARU	\$ 31 777	\$ 31 777	\$ -	Japan International Cooperation Agency

Produit 4.4: Les communautés et les structures de premières lignes disposent de compétences renforcées en matière de pratiques familiales et communautaires favorables à la protection des enfants contre la migration irrégulière, les violences, l'abus, l'exploitation ainsi que le travail des enfants y compris dans les situations humanitaires.						Total Budget	Total Disponible	A mobiliser
						\$ 1 411 419	\$ 1 311 419	\$ 100 000

65	UNICEF	Appui à l'offre de services adaptés aux adolescents et jeunes.	Il s'agit de construire et équiper de nouveaux services de santé dédiés aux adolescents répondants aux standards internationaux pour assurer la prise en charge holistique des adolescents et des jeunes y compris les enfants en situation de vulnérabilité.	Korhogo Ferke Boundiali	MSHP-CMU	\$ 833 333	\$ 833 333	\$ -	KOIKA
66	BIT; OIM; UNICEF	Projet Cacao durable: mise en œuvre d'actions convergentes sur la Lutte contre le travail des enfants sur la base des besoins identifiés par le PPP Cacao dans la Région de la Nawa (Département de Soubre).		Soubre		\$ 338 193	\$ 338 193	\$ -	The European Union

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaire de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
67	UNICEF	Appuyer le programme de renforcement de la sante mentale et de la prise en charge psychosociale des enfants et ados	Mener une reflexion sur le MHPSS, appuyer la feuille de route MHPSS et developper des outils et modules de formation.	Toutes les préfectures	MFFE/MEPS	\$ 100 000	\$ -	\$ 100 000	UNICEF
68	UNICEF	Soutenir la campagne mobile sur la violence faite aux enfants.	Mener des activités de sensibilisation des populations sur la thématique de la protection de l'enfant à travers des caravanes (camion mobile sonorisé et supports de communication) qui sillonneront les chefs-lieux de région.	Lagunes, Tonpki, Poro, Nawa	MFFE/MEPS/MENA/MS/MJDH/MIS	\$ 56 818	\$ 56 818	\$ -	HIS
69	BIT	Projet ACCEL Africa: Accélérer la lutte contre le travail des enfants en Afrique		Région de la Nawa	Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale de Côte d'Ivoire	\$ 35 405	\$ 35 405	\$ -	Government of the Netherlands
70	UNICEF	Redynamiser et mettre en place des CPE et des EAE au sein des communautés.	Réviser le guide de l'intervenant utilisés par les CPE pour la mise en œuvre de leurs activités communautaires en faveur de l'enfant. Il s'agira secondairement de rendre dynamique les Comités de Protection de l'Enfant (CPE) à travers le renforcement des capacités des acteurs, l'équipement des comités, et le soutien à leur fonctionnement. Il s'agira enfin, d'installer de nouveaux CPE dans les zones qui en sont dépourvues et les rendre fonctionnels. La coordination des activités sera assurée au niveau déconcentré par le préfets.	Boukani / Tchologo	MFFE/MEPS	\$ 34 091	\$ 34 091	\$ -	KFW
71	UNICEF	Apporter un appui direct par Mobile Money aux services sociaux de base et aux DR pour la supervision.	Renforcer les capacités opérationnelles des structures de base (centres sociaux et complexes socio-éducatifs) dans la sensibilisation et la prise en charge à travers la mise à disposition des ressources financières aux directeurs des centres sociaux.	Toutes les préfectures	MFFE/MEPS	\$ 13 579	\$ 13 579	\$ -	NG
72	UNICEF	Adoption de la Politique Nationale de Protection de l'Enfant et sa stratégie budgétisée.	Après élaboration et adoption de la Politique Nationale de la Protection de l'Enfant, la stratégie a été élaborée et est en cours de validation par le gouvernement. Il s'agira de mobiliser les ressources financières pour la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Protection de l'Enfant (SNPE) pour rendre opérationnel la politique.	Toutes les préfectures	MFFE/MEPS			\$ -	UNICEF
73	UNICEF	Digitaliser les centres et services sociaux	cartographie dynamique des centres sociaux, digitalisation de la formation des travailleurs sociaux du système de collecte de données	Toutes les préfectures	MFFE/MEPS		\$ -	\$ -	UNICEF
74	BIT; UNICEF	Realiser des etudes sur le SOSTECL, l'Orpaillage artisanal, le travail domestique des enfants		Region de la Nawa	Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale de Côte d'Ivoire			\$ -	Government of the Netherlands; International Labour Organisation; United Nations Children's Fund

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaire de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
						Total Budget	Total Disponible	A mobiliser	
<b>PRODUIT 4.5 : Les personnes vulnérables ou à risque de l'être disposent d'instruments et de mécanismes de protection sociale renforcés</b>						\$ 2 007 695	\$ 1 908 734	\$ 98 961	
75	PAM	Assistance alimentaires aux demandeurs d'Asiles et des familles hôtes dans le nord de la Côte d'Ivoire.		Toutes les préfectures		\$ 1 500 000	\$ 1 500 000	\$ -	
76	ONUSIDA	Concevoir et mettre en œuvre la feuille de route de la durabilité	Il s'agit de produire une feuille de route pour investir et mobiliser les moyens et ressources pour augmenter l'impact de la riposte, sa durabilité à long terme et, grâce à l'intégration, renforcera les systèmes de santé et la préparation aux pandémies futures et aura un impact positif sur l'éducation et la croissance économique.	Toutes les préfectures	MSHPCMU	\$ 268 700	\$ 268 700	\$ -	PEPFAR ( ), Fond Mondial ( )
77	OMS	Concevoir et mettre en œuvre des stratégies de financement équitable de la santé et des réformes pour pérenniser les progrès vers la couverture sanitaire universelle.	L'initiative contribuera au renforcement du système national de financement de la santé par : (i)Appui à l'organisation du 2e dialogue national sur le financement de la santé, (ii) appui à la mise à jour de la stratégie nationale du financement de la santé pour aller vers la CSU et (iii) appui à l'extension de la couverture maladie universelle (CMU) incluant la mise en œuvre du Plan Stratégique de Développement du secteur privé pour son engagement pour faire avancer l'agenda de la CSU.	Toutes les préfectures	MSHPCMU	\$ 128 961	\$ 30 000	\$ 98 961	Assessed Contributions (AC) Directorate-General for International Partnerships (INTPA), European Commission
78	BIT	Appui à l'amélioration des dispositifs de protection sociale pour assurer une meilleure inclusion des travailleurs vulnérables y compris les migrants (Projet Agridom).		Toutes les préfectures	Caisse Nationale d'Assurance Maladie	\$ 90 034	\$ 90 034	\$ -	Swiss Agency for Development and Cooperation
79	UNAIDS,	Appui à la mise en place d'une stratégie spécifique d'identification des PVVIH vulnérables devant bénéficier des services de protection sociale.		Toutes les préfectures	OMS, BIT	\$ 20 000	\$ 20 000	\$ -	



CADRE DE COOPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE 2021-2025

PLAN DE TRAVAIL CONJOINT (2024-2025)

RESULTAT 5 : D'ici à 2025, les jeunes, filles et garçons, particulièrement ceux en situation de vulnérabilité accèdent davantage aux opportunités socioéconomiques et développent leur plein potentiel

GROUPE DE RESULTAT 5 :	PRESIDENCE: <b>MPEJ</b>	LEAD: <b>BIT</b>	SUPPLEANT: <b>UNFPA</b>
	BIT, UNICEF, UNFPA, PAM, UNESCO, OIM, ONUDI, ONUDC, FAO Ministère de la Jeunesse et de la promotion de l'emploi des jeunes, les Ministères sectoriels (en charge de l'emploi, de la cohésion sociale, de l'entrepreneuriat et des PME, de la formation professionnelle), l'Agence Emploi Jeune, l'ANADER, l'Agence Côte d'Ivoire PME, le Conseil national de la jeunesse et Autres organisations de jeunesse au niveau national et local, le secteur privé, et les syndicats		

BUDGET GLOBAL	DISPONIBLE GLOBAL	A MOBILISER GLOBAL
\$7 742 642	\$5 835 586	\$1 857 056

Produit 5.1 : Les institutions nationales disposent de capacités renforcées pour accompagner la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle et promouvoir la participation et l'insertion socioéconomique des jeunes, y compris des jeunes migrants						Total Budget	Total Disponible	A mobiliser	Source financement
						\$ 772 124	\$ 642 124	\$ 80 000	
N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	
1	BIT	Programme intégré de recrutement équitable 5.1.6+5.1.8.	Cette initiative consiste à former des agences privées agréées par l'AEJ et des agences privées informelles sur la prévention, le suivi et l'application des processus de recrutement équitable en collaboration avec l'AEJ. Il s'agit aussi de renforcer leurs connaissances et les aider par des outils à mettre en place des pratiques de recrutement équitables en prenant en compte la dimension genre.	National	Agence Emploi Jeune (AEJ), Agences privées de placement	\$ 414 037	\$ 414 037		Multi-donors (Suisse, Italie)
2	PNUD	Projet d'appui à l'innovation entrepreneuriale des jeunes et des femmes en CIV	Accompagner l'installation et l'équipement de deux pôles d'innovation entrepreneuriale supplémentaires dans les régions du Haut Sassandra de Zanzan après ceux d'Abidjan, San Pedro et Korhogo Soutenir financièrement les initiatives des jeunes à différents stades de développement, de la conception à la mise en œuvre et à l'évaluation. Favoriser la mise à l'échelle des initiatives réussies pour maximiser leur impact et leur portée au sein des communautés. Proposer des recommandations pour améliorer l'intégration des centres de service civique dans leur environnement socio-économique, afin d'accroître leur efficacité et leur durabilité.	Daloa - Bondoukou	MPJIPSC / METFPA / MCI	\$ 150 000	\$ 50 000	\$ 50 000	Ressources propres

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
3	UNFPA	Appui au renforcement de l'environnement d'apprentissage des filles dans 20 et abaissements de formation professionnelle et de leur intégration dans le programme stage des jeunes apprenants.	L'initiative vise à renforcer l'accès des filles à un environnement propice d'apprentissage dans l'enseignement technique et de faciliter l'insertion à travers des opportunités de stages en soutien à la réforme de l'école de la deuxième chance et académie des talents en créant des points de prestations de santé, de protection contre les violences, et d'accompagnement à l'insertion des jeunes.	National	MPJIPSC / METFPA	\$ 80 000	\$ 50 000	\$ 30 000	UNFPA
4	BIT	Stimulation de l'emploi décent et amélioration des compétences des jeunes dans l'économie numérique en Côte d'Ivoire	Cette initiative vise à : -développer un module de formation aux compétences numériques de base en soutien à la formalisatio+AG34+C34	National	Direction générale de l'Emploi (DGE)	\$ 50 000	\$ 50 000	\$ -	BIT
5	BIT	Appui à la formalisation des travailleurs (domestiques, y compris les migrants dans l'économie informelle (projet AGRIDOM) 5.1.3+5.1.11+5.2.15.	Cette initiative vise à appuyer la conception et la mise en œuvre des modules de formation pour améliorer les compétences professionnelles et la connaissance des droits au travail des travailleurs migrants et nationaux des secteurs cibles (08 capsules pour la formation en ligne des travailleurs domestiques + modules de formation en techniques agricoles et en inclusion financière pour les travailleurs agricoles)	Poro	DGE, ANADER	\$ 48 087	\$ 48 087	\$ -	Suisse
6	PNUD	Projet d'appui à l'innovation entrepreneuriale des jeunes et des femmes en CIV - volet institutionnel	Appuyer la mise en place d'un cadre de concertation nationale entre les différents acteurs de l'écosystème entrepreneurial	National	MPJIPSC / METFPA / MCI	\$ 30 000	\$ 30 000		Ressources propres

Produit 5.2: Les jeunes notamment ceux des milieux ruraux et périurbains disposent de capacités professionnelles et entrepreneuriales renforcées pour bénéficier des opportunités d'emploi dans les secteurs porteurs adaptées aux besoins du marché						Total Budget	Total Disponible	A mobiliser	
						\$ 3 509 704	\$ 2 766 612	\$ 743 092	

N°	Agences UN	Libellé Initiatives	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
8	UNICEF	Soutenir la formation civique et citoyenne et l'insertion professionnelle d'adolescentes et jeunes filles via des programmes de stage et l'incubation de projets sociaux et numérique pour l'auto-emploi/YOMA	L'initiative vise à : renforcer les compétences civiques, professionnelles et entrepreneuriales des jeunes filles, et de les préparer à une insertion réussie dans la vie active.	Ferke-boundiali-tengrela-soubre-meagui-buyo-san pedro-sassandra-Bouake	Office du Service Civique National - Direction de l'Apprentissage Initiale et professionnelle	\$ 1 439 515	\$ 1 439 515	\$ -	Fonds suisse/RR/EU/fonds basques
9	UNICEF	Renforcer l'employabilité et l'engagement des adolescents et jeunes dans l'économie verte et bleue à travers des formations en ligne et en présentiel, la sensibilisation, une journée carrière, des opportunités de stage et le financement et l'incubation des initiatives entrepreneuriales/ Promotion de la plateforme YOMA	L'initiative vise à :1.Sensibiliser au moins 1 000 adolescents et jeunes aux carrières et opportunités d'emploi dans le secteur des emplois verts et bleus. 2. Faciliter la rencontre entre au moins 1 000 adolescents et jeunes et les entreprises qui exercent dans l'économie bleue et verte pratiques durables. 3. Renforcer les compétences d'au moins 1 000 adolescents et jeunes sur les techniques de recherche d'emploi.	Abidjan, San Pedro, Bouaké, Daloa, Grand Bassam, Man	Direction de la protection de la Jeunesse	\$ 571 163	\$ 28 071	\$ 543 092	

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
10	BIT	Appui aux hubs intégrés d'agribusiness en Côte d'Ivoire (ProAgro YOUTH)- 5.2.9.	L'initiative vise à : -Faciliter l'insertion de 300 jeunes dans des emplois salariés au sein des entreprises et coopératives de transformation de mangue, anacarde, coton dans les régions Poro, Bagoué, Tchologo -Identifier, diagnostiquer et fournir un accompagnement adapté au développement de 300 petites entreprises et coopératives dirigées par les jeunes	Tchologo, Bague, Poro	Agence CI-PME	\$ 416 816	\$ 416 816	\$ -	FIDA
11	BIT	New: Accélérer la lutte contre la lutte contre le travail des enfants en Afrique à travers des solutions innovantes visant à s'attaquer aux causes profondes du travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement (Projet ACCEL Africa)	L'initiative vise à: -Assurer l'autonomisation financière des jeunes et des femmes à travers le financement d'activités génératrices de revenus (AGR) -Soutenir le programme de mise en apprentissage et de transition vers l'emploi de 300 enfants et jeunes âgés de 14 à 17 ans dans les zones à forte prévalence du travail des enfants, y compris un soutien technique et financier aux PME/TPE des chaînes de valeur sélectionnées et analysées	Mbato	AGEFOP, DAIP, AEJ	\$ 336 830	\$ 336 830	\$ -	Pays Bas
12	UNFPA	Appui au renforcement des passerelles de formations professionnelles et entrepreneuriales des filles vulnérables (élevés-mères, survivantes VBG, ...)	L'initiative vise assurer la continuité de l'éducation, de l'apprentissage et l'entrepreneuriat/AGR pour les filles vulnérables (élèves) à travers la prise en charge médicale, psychosociale et l'appui à la formation et à l'autonomisation économique	Gbeke, Belier, Boukani, Tchologo, Cavally,	DMOSS, DIFEF, MRTFPA, PNSSU-SAJ	\$ 300 000	\$ 100 000	\$ 200 000	FFM, UNFPA
13	UNESCO	Projet Fonds en dépôt chinois- Améliorer la capacité des établissements d'enseignement supérieur (EES) à répondre aux besoins en compétences pour le développement national	Le Projet UNESCO-CFIT III, qui concerne : la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Gabon, le Sénégal, la Tanzanie et l'Ouganda, vise à améliorer la capacité des établissements d'enseignement supérieur (EES) à répondre aux besoins en compétences pour le développement national en facilitant, d'une part, la collaboration entre les établissements d'enseignement supérieur et l'industrie, en améliorant, d'autre part, l'enseignement axé sur le marché du travail, et enfin, en renforçant l'apprentissage basé sur les compétences.	Abidjan, Yamoussoukro	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique de Côte d'Ivoire; Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage de Côte d'Ivoire	\$ 148 000	\$ 148 000	\$ -	The Chinese Government Partnership Trust Fund
14	BIT, OIM, UNICEF	Appui à l'apprentissage des jeunes et aux opportunités d'emploi décent et/ou de création d'entreprises durables à travers des stratégies de diversification dans des chaînes de valeur à haut potentiel commercial et compatible avec la culture du cacao (Projets ENACTE et Accélérateur Lab 8.7) - 5.2.12 + 5.2.14.	L'initiative vise à: -réaliser des analyses des chaînes de valeur à haut potentiel commercial, propices au développement de nouvelles opportunités d'emplois décents et/ou de création d'entreprises durables -Renforcer les coopératives pour offrir des services, et productifs, financiers et sociaux à leurs membres -Développer un écosystème favorable à l'apprentissage des jeunes.	Soubre	ANADER, Coopératives	\$ 110 575	\$ 110 575	\$ -	Union Européenne



N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
15	BIT, OIM, UNICEF	Appui à l'amélioration des opportunités d'employabilité et d'entrepreneuriat pour les jeunes, particulièrement les jeunes filles vulnérables de la région cibles de Bagoué et Tchologo du Nord (Generation Sans Limite GenU) 5.2.8+5.2.13-	En 2024, le projet GenU soutien l'accès des jeunes aux opportunités d'emploi à travers le renforcement du rôle du secteur privé dans le système de formation professionnelle et l'organisation des foires de l'emploi dans les régions cibles	Tchologo, Bague, Poro	Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de L'Insertion Professionnelle et du Service Civique, CGECI	\$ 106 805	\$ 106 805	\$ -	
16	UNESCO	New Appui au renforcement de l'employabilité des jeunes dans le cadre de l'académie mondiale des compétences (GSA)	Faciliter l'insertion professionnelle de 300 jeunes de différents établissements de formation technique et professionnelle	Abidjan, Agboville et Bouaké	METFPA	\$ 80 000	\$ 80 000	\$ -	UNESCO

Produit 5.3: Les jeunes, filles et garçons disposent des compétences de vie courante et de leadership pour participer à la prise de décision et au contrôle de l'action publique						Total Budget	Total Disponible	A mobiliser	
						\$ 3 460 814	\$ 2 426 850	\$ 1 033 964	

N°	Agences UN	Libellé Initiatives	Description de l'initiaive (Présentation générale en mettant en relief les objectifs et attente)	Focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
17	UNICEF	Mettre en oeuvre l'initiative Adolescent et Developpement (ADODEV)	l'initiative vise a : Promouvoir le bien-être et l'autonomisation des adolescents Favoriser la participation des adolescents : Impliquer activement les adolescents dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes qui les concernent. Promouvoir des comportements sains et positifs : Sensibiliser les adolescents aux enjeux de santé, de droits, de genre et d'autres thématiques pertinentes pour favoriser des comportements sains et responsables.	Abidjan - Korhogo - Ferke Boundiali - Soubre - Odiene	PNSSU-SAJ	\$ 1 721 350	\$ 1 619 510	\$ 101 840	KOICA
18	UNICEF	Apporter un appui aux initiatives de passage a l'echelle de U-Test	l'initiative vise a : Élargir l'accès au dépistage du VIH : Faciliter l'expansion de l'utilisation du test de dépistage U-Test pour permettre à un plus grand nombre de personnes d'accéder à des services de dépistage rapides et fiables. Renforcer les capacités des prestataires de santé : Former les professionnels de santé à l'utilisation du test U-Test et à la prestation de conseils adaptés aux résultats du dépistage. Soutenir la sensibilisation et l'éducation : Informer et éduquer les communautés sur l'importance du dépistage du VIH et sur la disponibilité du test U-Test en tant qu'option de dépistage pratique et accessible.	Korhogo - Bouake - Man - Soubre - Abidjan - Guiglo - San Pedro - Gagnoa - Soubre	Programme Nationale de Lutte contre le Sida	\$ 549 843	\$ 49 859	\$ 499 984	KOICA
19	UNESCO	Promotion du bien-être, de l'autonomisation et des comportements sains et positifs (E-santé) chez les adolescents et les jeunes	Initiative visant à sensibiliser les jeunes sur les risques de déviations sexuelles et leur donner la possibilité de s'informer et de dénoncer les abus dont ils seraient victimes	National		\$ 305 000	\$ 305 000	\$ -	UNESCO
20	UNFPA	Renforcer les competences de vie et la prevention des IST/VIH/VBG/Grossesses d'enfants pendant la CAN et les evenements socio-culturels de grands rassemblements (Femua, Jamboree, ...)	Renforcer de la sensibilisation, l'accès à l'information-education, multiplication des points de prestations y compris en strategies mobiles ou avancées	National	MPJIPSC / MSHPCMU	\$ 256 000	\$ 80 000	\$ 176 000	2

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
21	UNICEF	Promouvoir U-Report à travers le recrutement de 850 000 nouveaux U-Reporters et la création de communautés et de clubs U-Report	l'initiative vise a : Élargir la base de U-Reporters : Recruter 850 000 nouveaux U-Reporters pour renforcer la communauté et l'impact de U-Report, en donnant à un plus grand nombre de jeunes la possibilité de participer et de partager leur opinion. Créer des communautés et des clubs U-Report : Établir des espaces de discussion et d'engagement pour les U-Reporters, où ils peuvent échanger des idées, participer à des activités et contribuer à des actions concrètes pour le changement social.	Lagunes	Direction de la protection de la Jeunesse	\$ 220 659	\$ 66 019	\$ 154 640	RR-FONDS SUISSE
22	UNICEF	Former les adolescents et jeunes de 10 - 24 ans, y compris ceux en situation de handicap en matière de compétences de vie courante et engagement civique en tenant compte de l'aspect genre et de la resilience pour la paix et la cohésion sociale.	l'initiative vise a : Développer les compétences de vie courante : Aider les adolescents et les jeunes à acquérir des compétences pratiques telles que la résolution de problèmes, la prise de décision, la communication efficace, etc. Renforcer l'engagement civique : Encourager les jeunes à s'impliquer dans leur communauté, à comprendre les enjeux sociaux et politiques, à exercer leur citoyenneté de manière responsable et à participer activement à la vie démocratique.	Meagui- Tengrela - Boundiali-Bouna/ SP - Ferke/SP-Ouangolo-Kong - Doropo -Mbengue-Tehini-Nassian-Abidjan	Direction de la protection de la Jeunesse	\$ 196 462	\$ 196 462	\$ -	RR -FONDS SUISSE-KFW-PBF
23	UNFPA	Renforcer les capacités en leadership et participation des jeunes (Conseil national de la jeunesse, associations des jeunes, ...) pour la cohésion sociale, la paix et le suivi des programmes de développement	Renforcer les compétences et les initiatives portées par des jeunes en faveur de la cohésion sociale et paix: Organiser une compétition nationale entre 1200 organisations de jeunesse réparties dans 125 départements en vue de stimuler leur engagement et leur participation active dans les processus de paix - Contribuer à la paix et à la cohésion sociale dans les zones frontalières du Nord: Organiser une Consultation et déclaration de l'engagement des jeunes de CIV et du BF dans la promotion de la paix, la lutte contre le terrorisme et les violences communautaires dans les zones frontalières (CNJCI et CNJBF)	Ferke, Ouallinou, Korhogo, Bouna,	CNJ / MPJIPSC	\$ 165 000	\$ 80 000	\$ 85 000	2
24	UNFPA	Assurer l'intégration des compétences de vie courante dans les curricula de l'Institut National de la Jeunesse et du sport (INJS)	Organiser la formation de formateurs en faveur des enseignants de l'INJS; élaboration, adaptation, intégration et utilisation manuel CVC	National		\$ 26 500	\$ 10 000	\$ 16 500	
25	UNESCO	Renforcer les capacités des associations de jeunesse sur les questions de culture de la paix, le leadership, les prises de décisions afin d'assurer des changements sociaux positifs	Organiser une campagne de sensibilisation des associations de jeunesse dans les régions en vue de mettre en place un mécanisme d'alerte contribuant à réduire les risques de conflits	National	MPJIPSC / MSHPCMU	\$ 20 000	\$ 20 000	\$ -	UNESCO
26		Renforcer l'accès aux services digitalisés aux adolescents et jeunes pour la promotion de leurs droits, le leadership et la prise de décisions (E-Santé Jeune et E-Association)	Renforcer l'audience, la qualité et l'utilisation de E-Santé Jeune à l'échelle nationale pour un accès optimal aux services en matière de droits SSR (Interconnexion avec U Report et d'autres plateformes d'information, amélioration de l'interface, l'intégration de nouveaux modules, qualification et motivation, ...). Assurer le fonctionnement de la Plateforme virtuelle des Organisations de Jeunesse dénommée « e-association » y compris la conception et l'intégration de modules de formation (en ligne)			\$ -		\$ -	



**RESULTAT 6 : D'ici à 2025, les femmes, les filles accèdent davantage aux opportunités socio-économiques et technologiques pour leur autonomisation, et aux services de prévention et de prise en charge de toutes les formes de violences notamment les pratiques les plus néfastes.**

GROUPE DE  
RESULTAT 6 :

PRESIDENCE: **MFFE**

LEAD: **ONU FEMMES** SUPPLEANT: **UNFPA**

FAO, UNFPA, ONUFEMMES, ONUSIDA, PAM, UNICEF, UNHCR, HCDH, PNUD, UNESCO, BIT, Ministères : Femme et Famille, Emploi et Protection Sociale, Santé et hygiène publique, Education, Plan, Sécurité, Jeunesse, Solidarité ; Institutions de la protection sociale : CNAM et CNPS ; Société Civile : Réseaux, ONG, Associations de femmes et de jeunes, Leaders et chefs communautaires Collectivités Territoriales ; Secteur Privé

BUDGET GLOBAL	DISPONIBLE GLOBAL	A MOBILISER GLOBAL
\$15 266 347	\$14 525 705	\$740 642

Produit 6.1 : Les femmes et les filles notamment celles en milieu rural et périurbain disposent de capacités renforcées sur les plans social, économique et technologique pour développer leur plein potentiel et faciliter leur autonomisation						Total Budget	Total Disponible	A mobiliser	Source de financement
						\$ 11 110 575	\$ 10 519 933	\$ 590 642	
N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	
1	UNICEF	Autonomisation économique des jeunes filles	Appui à l'insertion professionnelle des jeunes filles vulnérables de 16-24 ans « GIRL POWER » :		Office du service civique national(OSCN)	\$ 3 644 090	\$ 3 644 090	\$ -	Fonds Suisse-EU
2	PAM	Renforcer la capacité d'adaptation au changement climatique des communautés de petits producteurs agricoles dans la région du Poro, en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes vulnérables	Promouvoir l'utilisation de mesures de gestion des risques climatiques sensibles au genre, Améliorer les capacités techniques et autonomiser les organisations paysannes dirigées par des femmes; Accès aux marchés et inclusion financière	Korhogo	TBD	\$ 1 961 568	\$ 1 961 568	\$ -	
3	PNUD	Engagement des jeunes et des femmes pour la prévention des crises, la stabilité sociale, la consolidation de la paix et la réduction de la violence communautaire dans le nord de la cote d'ivoire	Autonomiser les femmes en milieu rural en renforçant leurs capacités sociales, économiques et technologiques. Il vise également à améliorer la stabilité sociale et l'inclusion socio-économique des jeunes et des femmes dans les zones ciblées, en se concentrant sur le renforcement de la gouvernance communautaire et le développement d'opportunités économiques, ainsi que sur la prévention de l'extrémisme violent et le renforcement de la cohésion sociale.	Folon, Bagoué, Tchologo, Poro, Bounkani	Ministère de l'Economie du Plan et du Développement (Cellule de Coordination de l'Aide), Ministère de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la lutte contre la Pauvreté, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (ONECI), ONG DRAO, ONG ODAFEM, ONG FLAMBOYANTS, ONG ADCCI	\$ 1 728 001	\$ 1 728 001	\$ -	République Fédérale d'Allemagne

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source de financement
4	ONU FEMMES	Projet d'appui aux coopératives de femmes dans le secteur du vivrier	Le projet vise à soutenir les PME et coopératives dirigées par des femmes dans le secteur agro-alimentaire et de renforcer les capacités des institutions financières à prêter aux coopératives dirigées par des femmes, tout en améliorant l'environnement des affaires et en facilitant l'accès aux marchés	Toumodi, Djekanou, Tiebissou, Yakro	ANADER, MENA	\$ 510 000	\$ 510 000	\$ -	Banque Africaine de Développement
5	UNHCR	D'ici la fin de 2025, un nombre accru de personnes déplacées de force sera soutenu par des activités génératrices de revenu	Le résultat vise à améliorer les capacités des groupes de femmes à développer leur moyen de subsistance pour gérer des revenus afin de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base/Ce résultat vise également à renforcer les compétences entrepreneuriales des communautés à travers les formations et le coaching pour le développement des AGR tenant en compte leurs compétences et des opportunités économiques dans les zones.	Ferké, Bouna	IRC/DAARA	\$ 500 000	\$ 80 000	\$ 420 000	PRM
6	OIM	Autonomiser les femmes et les filles défavorisées par l'éducation et la formation professionnelle	Appui à la participation aux formations professionnelles et à la mise en place d'activités génératrices des revenus pour les femmes et les jeunes filles	toutes	ANADER/ AGEFOP/AEJ/MFFE	\$ 500 000	\$ 500 000	\$ -	UE
7	ONU FEMMES	Autonomiser les femmes et les filles défavorisées par l'éducation et la technologie numérique	L'objectif global du projet est de faire en sorte que les filles et les femmes défavorisées de Côte d'Ivoire aient accès, participent et obtiennent des résultats de qualité en matière d'apprentissage, d'entrepreneuriat et d'emploi grâce à l'éducation et à la technologie numérique	Adiaké, Attécoubé, Bondoukou, Botro, Buyo, Daloa, Ferkessedougou, Odienné, Songon, Tiassalé	MFFE	\$ 489 173	\$ 489 173	\$ -	Banque Africaine de Développement
8	PAM	Renforcement du programme intégré de résilience au Sahel et transfert des leçons apprises aux pays du Golfe de Guinée (GoG) pour renforcer leur résilience afin de répondre aux effets de la crise au Sahel.	Améliorer la durabilité des ressources naturelles et la productivité agricole grâce à la restauration des écosystèmes Renforcer les moyens de subsistance et les revenus des ménages les plus vulnérables des communautés ciblées (communautés de réfugiés et populations d'accueil) grâce à la mise en place d'activités génératrices de revenus. Approvisionner les cantines scolaires en repas nutritifs et équilibrés et renforcer les capacités en matière de bonnes pratiques nutritionnelles. Assurer le partage d'expériences et documenter les bonnes pratiques	Ferké, Bouna	ANADER	\$ 385 669	\$ 385 669	\$ -	DFAT: Département des Affaires Etrangères de l'Australie
9	PAM	Appui aux groupements de femmes et des jeunes pour une production agricole	Le projet vise à apporter un appui aux groupements de femmes et des jeunes pour une production agricole en vue d'assurer d'une part la pérennisation du programme par un approvisionnement durable des cantines scolaires des Ecoles Primaires Publiques des régions concernées et d'autre part de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages des membres des groupements.	Bondoukou, Ferkessedougou, Guiglo, Touba, Bouna	ANADER	\$ 361 938	\$ 361 938	\$ (0)	Département de l'Agriculture des Etats Unies
10	FAO	Appui aux Activités Génératrices de Revenus (AGR) pour 3 000 femmes	Contribuer à la consolidation de la résilience des moyens d'existence des groupes de femmes du District Autonome d'Abidjan (DAA)	District Autonome d'Abidjan (DAA)	MIRAH-MFFE	\$ 345 207	\$ 345 207	\$ -	Banque Africaine de Développement

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source de financement
11	UNFPA	Leadership féminin pour un développement harmonieux et durable de la région du Cavally	L'initiative vise à renforcer le leadership féminin et l'autonomisation des femmes et des filles en vue d'une participation pleine et efficace à la gestion des collectivités territoriales et au développement harmonieux et durable de la région du Cavally		UNFPA, ONU Femmes, Ministère de l'Agriculture, Conseil régional du Cavally	\$ 170 292	\$ -	\$ 170 292	UNFPA
12	ONU FEMMES	Amélioration de l'autonomisation économique des femmes en permettant aux entreprises dirigées par des femmes d'accéder aux marchés publics	Il s'agit à travers cette action de développer et mettre en œuvre à travers le Centre des femmes entrepreneures, un curricula de formation adapté aux besoins de renforcement des capacités des entrepreneures et accessibles via les TICs. Et initier des actions de rapprochement des institutions financières avec les entrepreneures afin d'accroître leurs possibilités d'accès aux financements	Abidjan	Côte d'Ivoire PME, KAIZEN, Fondation SEPHIS	\$ 150 000	\$ 150 000	\$ -	Banque Africaine de Développement
13	UNICEF	Santé des femmes et des enfants et autonomisation économique des femmes	Le projet VINA a deux volets, un que consiste dans la supplémentation de la vitamine A (SVA) aux enfants (filles et garçons) entre 6-59 mois, en forme de campagne ou de routine, selon les différents districts sanitaires. Le deuxième volet consiste à augmenter l'autonomie des femmes dans le programme de SVA.		PNN (Gov) HKI (ONG) NI (ONG) MOH (Gov) Min Femme (Gov) SECONNAPE (Gov) Local NGOs (pas encore)	\$ 148 850	\$ 148 500	\$ 350	Canada
14	ONU FEMMES	Projet d'appui à l'autonomisation économique des femmes pour renforcer leur contribution à la transformation économique de leurs communautés dans la zone minière de Ity	Le projet vise la valorisation et l'autonomisation des agricultrices en leur donnant les moyens et capacités de contribuer efficacement à la transformation économique de leurs communautés respectives dans la zone minière de Ity, par le biais de l'agriculture de subsistance.	Zouan-Hounien		\$ 124 987	\$ 124 987	\$ -	Endeavour Mining
15	PAM	Appui aux groupements de femmes pour une production agricole	Le projet vise l'amélioration de la résilience et de la nutrition des populations vulnérables dans les localités rurales de la Côte d'Ivoire à travers la promotion de l'autonomisation socioéconomique des groupements de femmes par des actions intégrées ainsi que la fourniture de repas aux enfants scolarisés dans le primaire.	Ferké, Bouna	ANADER	\$ 68 633	\$ 68 633	\$ -	Ambassade de France
16	OIT	Les travailleurs des niveaux inférieurs des chaînes d'approvisionnement reçoivent un soutien pour améliorer leurs moyens de subsistance	Soutenir la mise en œuvre d'interventions sur les moyens de subsistance sensibles au genre, y compris les formations numériques, les services numériques, les paiements numériques, l'établissement de liens entre les associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) ou d'autres organisations basées sur les membres et les fournisseurs de services financiers, l'accès à d'autres services financiers tels que l'assurance agricole.	Grand-Zatry, M'Batto	ANADER, APIF	\$ 22 167	\$ 22 167	\$ -	Ministère des Affaires Etrangère des Pays -Bas
17	PAM	Projet d'assistance nutritionnelle et d'actions sociales sensibles à la nutrition au profit des populations vulnérables de la région du Tchologo	Renforcer l'accès aux aliments diversifiés et nutritifs et l'adoption de bonnes pratiques nutritionnelles pour les populations vulnérables, en particulier les femmes enceintes et allaitantes (FEFA) et les enfants, pour l'amélioration de la sécurité nutritionnelle dans les départements de Ferkessedougou, Kong et Ouangolodougou (Région du Tchologo).	Ferkessedougou Kong Ouangolodougou	ACF MSHP-CMU PNN SE CONNAPE CODINORM			\$ -	

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source de financement
18	PAM	Renforcement des moyens de subsistance et de la nutrition des populations vulnérables dans la région du Bounkani par l'autonomisation des communautés et la promotion des bonnes pratiques nutritionnelles	Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages vulnérables dans la région du Bounkani. De façon spécifiques le projet envisage de : - Promouvoir un modèle de « ménage résilient, » à travers la mise en place des dispositifs de jardins potagers et de petit élevage qui contribuent au renforcement de la résilience alimentaire et nutritionnelle des ménages - Favoriser l'acquisition de connaissances et compétences nécessaires en nutrition et hygiène - Améliorer les revenus des ménages vulnérables	TBD	ANADER Nord ONG (TBD)			\$ -	
19	PAM	Renforcement des capacités en matière de bonnes pratiques nutritionnelles en faveur des petits producteurs et cantines scolaires	Contribuer à l'amélioration de la résilience des populations vulnérables De façon spécifique le projet envisage de: - Renforcer le travail intégré de résilience existant dans les pays du GS Sahel - Étendre le travail de renforcement de la résilience à la nouvelle région du golfe de Guinée - Créer une expérience d'apprentissage dans les deux régions	Ouangolodougou Doropo Téhini Bouna	Wo Pile Sanga			\$ -	

Produit 6.2 : Les femmes, les filles y compris celles porteuses d'un handicap, les hommes et les garçons disposent de capacités renforcées pour lutter contre les inégalités de genre, le VIH/sida, les VBG y compris les mutilations génitales féminines, et les mariages d'enfants						Total Budget	Total Disponible	A mobiliser	Source de financement
						\$ 1 272 292	\$ 1 122 292	\$ 150 000	
20	OIM	Prévention et réponse aux cas de VBG parmi les migrantes de retour	Appui psychosocial et médicale pour les femmes et des filles migrantes de ivoiriennes de retour. Référencement des survivants de VSBG vers les services spécialisés et mise à disposition d'une allocation en espèces pour faciliter leur prise en charge		PNSM/OIM	\$ 500 000	\$500 000	\$ -	IOM
21	UNFPA	Lutte contre les inégalités de genre, les violences basées sur le genre et les pratiques néfastes	L'initiative consiste à renforcer les capacités des femmes, des filles, des communautés et des acteurs clés pour lutter contre les inégalités de genre, les violences basées sur le genre et les pratiques néfastes		MFFE/PNLVBG, ASAPSU	\$ 376 292	\$376 292	\$ -	UNFPA
22	UNHCR	Prevention et reponse aux incidents de VBG dans les regions du Nord	Cette initiative permettra d'améliorer la prevention et la reponse au cas de VBG. Un appui consequent aux structures existantes a travers des renforcements de capacité et des mecanismes de referencement commun mis en place.	Kong/Ouangolodougou/ Ferkessedougo/Doropo/ Tehini	DAARA/IRC	\$ 200 000	\$50 000	\$ 150 000,00	PRM

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source de financement
23	ONUSIDA	(i) Leadership et coordination pour les Droits de l'homme; (ii) Défense des droits de l'homme et réforme juridique ; (iii) Lutte contre la stigmatisation et la discrimination.	<p>*Mobiliser les principales parties prenantes (MoJ/DDH, MoH/PNLS, CSO/CLO) et renforcer leur leadership et leur capacité technique à coordonner, planifier et mettre en œuvre le plan quinquennal national pour les droits de l'homme, le VIH et la tuberculose</p> <p>*Générer des données et des évidences et soutenir le plaidoyer et le processus de réforme des lois, les politiques, les normes et les lignes directrices qui entravent l'offre et l'accès aux soins de santé (loi VIH, directives loi UD etc)</p> <p>*Renforcer les capacités des organisations de la société civile (PVVIH, populations clés, adolescents et jeunes) et leur participation significative à la réduction de la discrimination raciale et à la lutte contre les obstacles aux droits de l'homme en Côte d'Ivoire.</p>		MJDH, MSHPCMU, OSC	\$ 172 000	\$ 172 000	\$ -	CDC/PEPFAR
24	OIT	Lutte contre la violence et le harcèlement dans le monde du travail	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appui à la formulation d'une feuille de route tripartite en vue de la ratification et l'application de la Convention n°190.</li> <li>• Conception d'outils pour une campagne de sensibilisation pour la ratification et l'application de la C190</li> <li>• Renforcement des capacités des membres de du Conseil National du dialogue Social sur la Convention n°190 et la recommandation n° 206</li> </ul>		CNDS, UNWOMEN	\$ 24 000	\$ 24 000	\$ -	ILO

Produit 6.3: Les institutions nationales au niveaux central, local et communautaires disposent de capacités renforcées pour améliorer l'accès des femmes et des filles aux opportunités socio-économiques et technologiques, et aux services de prévention et de prise en charge des VBG y compris les mutilations génitales féminines, et les mariages d'enfants						Total Budget	Total Disponible	A mobiliser	Source de financement
						\$ 2 883 480	\$ 2 883 480	\$ -	
25	PNUD	Projet d'amélioration des infrastructures sociales des collectivités locales du Nord de la Côte d'Ivoire	Ce projet a pour but de renforcer les capacités des collectivités territoriales afin de faciliter l'accès des femmes et des filles aux opportunités socio-économiques et technologiques, ainsi que d'assurer l'accès aux services sociaux de base pour la prise en charge des victimes de violences basées sur le genre (VBG).	Ouangolodougou Tehini Doropo	Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local	\$ 1 294 500	\$ 1 294 500	\$ -	JICA
26	PNUD	Projet d'Appui au renforcement de l'accès à la justice et à la modernisation de l'institution judiciaire	Le système judiciaire sera renforcé pour améliorer l'accès des femmes et des filles aux services de prévention et de prise en charge des violences basées sur le genre. Cela comprendra la sensibilisation et la formation des acteurs du secteur de la justice en Côte d'Ivoire pour une justice moderne, efficace, équitable et sensible au genre, ainsi que le développement d'un module spécifique sur l'accueil et la prise en charge holistique des victimes de violences basées sur le genre.	National	Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme Direction de la Planification et des Statistiques Centre National de Documentation Juridique Institut National de la Formation Judiciaire	\$ 963 968	\$ 963 968	\$ -	Departement d'Etat Americain International Narcotics and Law Enforcement Affairs
27	PNUD	Soutien intégré à la gestion du développement local, à la promotion de sociétés pacifiques et à la sécurité humaine dans la région de gbêkê, en particulier les quatre localités de béoumi, bottro, bouaké et sakassou	Le projet a pour objectif de renforcer les capacités des institutions nationales au niveau local et communautaire afin d'améliorer l'accès des femmes et des filles aux services de prise en charge des violences basées sur le genre (VBG).	Bouaké, Beoumi, Sakassou, Botro	Ministère de l'Economie du Plan et du Développement	\$ 210 012	\$ 210 012	\$ -	UNTFHS (Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la Sécurité Humaine)

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source de financement
28	OIM	Une étude sexospécifique sur les travailleurs migrants dans les plantations de cacao et de bananes en Côte d'Ivoire est mise à la disposition du gouvernement ivoirien.	Réaliser une étude sexospécifique sur le Projet de développement des capacités du gouvernement de Côte d'Ivoire en matière de recrutement éthique et de protection des travailleurs migrants dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire et agricole		Ministère de Affaires Etrangères et des Ivoiriens de l'Exterieur - Direction Générale des Ivoiriens de l'Exterieur ; Ministère de l'emploi et de la Protection Sociale	\$ 150 000	\$ 150 000	\$ -	Fond de l'OIM pour le développement
29	OIM	Une cartographie de la diaspora ivoirienne en France sensible au genre est élaborée et mise à la disposition de la Direction Générale des Ivoiriens de l'Exterieur	Maximiser la contribution de la diaspora au développement de la Côte d'Ivoire en identifiant les compétences et les talents actifs en son sein. Elle renseignera le nombre, la composition, la localisation, l'implication dans le pays d'origine, les transferts matériels et immatériels, le niveau de qualification et d'emploi ainsi que la structuration de la diaspora ivoirienne en France		Ministère de Affaires Etrangères et des Ivoiriens de l'Exterieur - Direction Générale des Ivoiriens de l'Exterieur	\$ 150 000	\$ 150 000	\$ -	Fond de l'OIM pour le développement
30	ONU Femmes	Mobilisation et plaidoyer pour un engagement des acteurs du secteur privé aux principes d'égalité et d'autonomisation des femmes, et au partenariat mondial autour des ODD	Ce projet vise à conduire des plaidoyers et renforcer les capacités des acteurs du secteur privé (dans les secteurs minier, agro-alimentaire, boursier et financier) sur le genre, l'engagement aux principes d'autonomisation des femmes (WEPs) et, à fournir un appui technique pour la formulation et le suivi de la mise en œuvre des WEPs	Abidjan		\$ 65 000	\$ 65 000	\$ -	ONU Femmes
31	UNESCO	Intégration de l'ESVS dans les programmes des IFEF dans le cadre de la réforme	L'initiative consiste à renforcer les capacités des femmes, des filles, des communautés et des acteurs clés pour lutter contre les inégalités de genre, les violences basées sur le genre et les pratiques néfastes. Les auditrices des IFEF sont des jeunes déscolarisées et non scolarisées qui ont besoin de prendre des décisions éclairées pour leur santé, leur bien-être et leur avenir.		Direction des IFEF, Direction de la pédagogie du MENA	\$ 50 000	\$ 50 000	\$ -	Suède
32	UNICEF	Autonomisation économique des jeunes filles	Appui à l'accès aux formations courtes pour les jeunes filles déscolarisées et accompagnement à l'insertion par le renforcement des IFEF et de l'amélioration des offres de formation.		Caritas MAN et San Pedro, MENA, METFP			\$ -	Government of the Republic of Korea
33	UNICEF	Soutien au renforcement de la prise en compte du genre et de l'égalité des sexes dans l'opérationnalisation de la politique d'éducation pour tous et toutes.	Renforcement des capacités des acteurs du secteur de l'éducation sur le genre, et, appui technique pour une mise en place de cellules genre au niveau DREN et l'opérationnalisation du plan quinquennal genre du MENA ( DEEG).		Direction de l'Equite et de l'Egalite des Genre (DEEG) du MENA			\$ -	Government of the Republic of Korea



PLAN DE TRAVAIL CONJOINT (2024-2025)

RESULTAT 7: D'ici à 2025, les communautés accèdent davantage aux écosystèmes terrestres, marins, ainsi qu'à un cadre de vie, gérés de façon plus durable, intégrée, inclusive et améliorent leur résilience.

GROUPE DE RESULTAT 7 :	PRESIDENCE: <b>MFFE</b>	LEAD: <b>PNUD</b>	SUPPLEANT: <b>PNUE</b>
	FAO, PNUD, PNUE, ONUDI, ONUHABITAT, UNESCO, PAM, MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE		

BUDGET GLOBAL	DISPONIBLE GLOBAL	A MOBILISER GLOBAL
\$12 373 510	\$8 990 733	\$3 382 777

Produit 7.1 : Les institutions publiques, les organisations du secteur privé et de la société civile et les communautés disposent de capacités techniques et opérationnelles renforcées pour une gouvernance innovante, durable, intégrée et inclusive des écosystèmes notamment environnemental, forestier et maritime						Total Budget	Total Disponible	A mobiliser		
						\$ 5 715 944	\$ 2 643 167	\$ 3 072 777		
N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement	
1	FAO	Promouvoir une production de cacao sans déforestation pour réduire les émissions en Côte d'Ivoire (PROMIRE)	Soutenir les efforts de la Côte d'Ivoire pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, renforcer la résilience et atténuer les effets du changement climatique à travers le mécanisme REDD+ afin de permettre à la Côte d'Ivoire d'accéder à des paiements basés sur des résultats.	Agboville, Adzopé, Aboisso	MEMINADERPV, MIRAH, MINEDDTE, ONUDI, PNUD	\$ 2 912 637	\$ -	\$ 2 912 637		
2	FAO/PNUD/ ONUDI	Scaling up Cocoa-based Food Systems, Land Use and Restoration Transformative Innovation (SCOLUR)	Promouvoir des systèmes alimentaires basés sur le cacao dans des paysages durables avec une utilisation du territoire planifié de manière participative, en utilisant des techniques de production durables (agro écologie, agro-foresterie) et la restauration des forêts.	Guiglo, Duekoué, Adzopé, Abengourou	MEMINADERPV, MIRAH, MINEDDTE, MINEF, ONUDI, PNUD	\$ 1 338 647	\$ 1 338 647	\$ -	Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM)	
3	PNUE	Planet Gold Cote d'Ivoire	Ce projet vise à réduire l'utilisation du mercure dans le secteur de l'orpaillage artisanal en Côte d'Ivoire grâce à une approche de formalisation holistique, multisectorielle et intégrée, et améliorer l'accès à des chaînes d'approvisionnement traçables et au financement pour l'adoption de technologies durables sans mercure.	National	CASE / IMPACT	\$ 649 520	\$ 649 520	\$ -	FEM	

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
4	PNUD	Appui à l'amélioration de la gouvernance forestière en Côte d'Ivoire	Le projet d'amélioration de la gouvernance forestière vise à renforcer les capacités institutionnelles, promouvoir les innovations en matière de reboisement et mobiliser des financements pour une gestion durable des forêts. À travers des ateliers de formation et de sensibilisation, le projet aborde les nouvelles disposition du code forestier	National	MINEF	\$ 250 000	\$ 250 000	\$ -	PNUD
5	FAO	transformation globale des forêts pour les peuples et climat: focus sur l'Afrique de l'Ouest	contribue à la mise en oeuvre du plan de convergence des forêts de l'AO , aux moyens d'existence et à la résilience aux changements climatiques en vue d e renforcer la gouvernance des forêts et la gestion durable des terres. le projet cible trois des 7 domaines prioritaires de plan de convergence des forêts: (1)harmonisation des cadres législatifs et réglementaires pour les politiques forestières (2) connaissance de la dynamique et de l'état des écosystèmes forestier(3) in formation, éducation et communication. le genre est un thème transversal majeur considéré dans tous les domaines d'intérêt, ainsi que les questions transfrontalières.	Grand-Bréby	CEDEAO;ASDI, MINEF	\$ 100 000	\$ -	\$ 100 000	ASDI
6	FAO	Restauration des écosystèmes de savane	Préparation d'un projet à soumettre au financement du GEF8	National	MINEF	\$ 100 000	\$ 150 000	\$ -50 000	GEF
7	PNUE	Approches de durabilité et de mise à l'échelle pour la transformation de la gestion, la restauration et la conservation des paysages forestiers et la biodiversité en Côte d'Ivoire en abrégé SSATMARC-FOLAB-	Le projet vise à assurer l'intensification et la durabilité des mécanismes de financement REDD+ au niveau national afin de lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts et soutenir une gestion efficace des aires protégées.	National	MINEDDTE	\$ 100 000	\$ 100 000	\$ -	FEM
8	PNUE	Gestion Intégrée des Aires Protégées de Côte d'Ivoire avec pour site pilote le Parc national du Banco (PROGIAP-CI)	Ce projet vise l'aménagement et la valorisation touristique du Parc national du Banco (PNB) comme site pilote du Projet de Gestion Intégrée des Aires Protégées de Côte d'Ivoire (PROGIAP-CI) pour une durée de 5 ans. Ce projet s'articule autour de quatre composantes: (i) l'amélioration de la gestion du PNB, (ii) la mise en place d'un mécanisme de financement durable pour le Parc national du Banco, (iii) l'intégration des initiatives locales de conservation de la biodiversité dans les zones périphériques des aires protégées et (iv) la réduction des pressions sur les ressources forestières et l'accroissement des flux des services écosystémiques	National	MINEDDTE	\$ 99 000		\$ 99 000	FEM

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
9	PNUE	Développement des capacités pour catalyser les actions et les engagements aux niveaux national et mondial pour réduire la pollution plastique, y compris dans le milieu marin	Ce projet, entrepris par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) dans le cadre de son programme de travail et financé par le Département d'État des États-Unis (USDOS), vise à renforcer la capacité des pays à lutter contre la pollution plastique grâce à l'élaboration et à la mise en œuvre de cadres juridiques et collaboratifs et d'une planification stratégique	Abidjan	MINEDDTE	\$ 80 000	\$ 80 000	\$ -	PNUE
10	PNUE	Renforcement de la gestion durable et inclusive de l'aire marine protégée de Grand-Bereby	Ce projet vise à opérationnaliser la mise en place de l'aire marine protégée. Il contribuera aussi à l'amélioration de la politique, des cadres réglementaires et des capacités de gestion de l'AMP du Grand-Bereby, des paysages terrestres et marins	Grand-bereby	MINEDDTE	\$ 75 000	\$ 75 000	\$ -	FEM
11	FAO	initiatives pêches côtières IPC-AO	une composante de restauration des écosystèmes littoraux, notamment la restauration des mangroves	sassandra	MIRAH,	\$ 11 140		\$ 11 140	
12	FAO/PNUD	Des mécanismes de suivi de la lutte contre les effets du changement climatique sont élaborés UNFA/GLO/092/UND SCALA	Programme de soutien pour l'intensification de l'ambition climatique sur l'utilisation des terres et l'agriculture à travers les CDN et les PAN (SCALA)	National		\$ -	\$ -	\$ -	

Produit 7.2 : Les institutions publiques, les organisations du secteur privé, les collectivités territoriales et les communautés vulnérables disposent d'infrastructures nécessaires, de capacités techniques et technologiques adaptées pour la gestion des risques de catastrophes naturelles et pour leur résilience au changement climatique						Total Budget	Total Disponible	A mobiliser
						\$ 6 657 566	\$ 6 347 566	\$ 310 000

13	PAM	Renforcement de la capacité d'adaptation au changement climatique des communautés de petits exploitants agricoles, prioritairement les femmes et les jeunes vulnérables de la région de Poro	Promouvoir l'utilisation de mesures de gestion des risques climatiques sensibles au genre; Améliorer les capacités techniques et autonomiser les organisations paysannes dirigées par des femmes; Accès aux marchés et inclusion financière	Poro	MINEDD, MEMINADERPV, ANADER, FIRCA, MFFE, SODEXAM, Assurance, GGGI, Conseil Regional et Préfecture Poro	\$ 2 000 000	\$ 2 000 000	\$ -	The Green Climate Fund
14	UN-Habitat	Amélioration de la résilience des communautés côtières	Cette initiative permettra d'une part de renforcer l'aménagement du territoire en vue d'une adaptation au climat côtier à différentes échelles géographiques et également de mettre en œuvre des interventions concrètes visant à renforcer les capacités d'adaptation des communautés côtières à s'adapter aux effets du changement climatique.	Grand-Bassam et Jacqueville	Habitat for Humanity; ITC; Convention d'Abidjan; MINEDDTE (Cote d'Ivoire); MESTI (Ghana)	\$ 1 750 000	\$ 1 750 000	\$ -	Adaptation Fund

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
15	PNUE	Projet WACA	WACA ResIP est un projet régional dont l'objectif global est de renforcer la résilience des communautés et des zones côtières dans six pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre notamment, le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, Sao Tomé-et-Principe, le Sénégal et le Togo. Des composantes nationales sont mises en œuvre directement les gouvernements à travers des Unité de gestion.	Cote d'Ivoire	Ministere de l'Environnement du Développement Durable et de la Transition Ecologique / International Union for Nature Conservation	\$ 700 000	\$ 390 000	\$ 310 000	Nordic Development Fund / World Bank
16	PNUE / OIM	Renforcement la résilience aux risques liés au changement climatique pour la paix et la stabilité socio-économique dans le nord-est de la Côte d'Ivoire »x	Ce projet, qui se focalisera particulièrement sur la région du Bounkani, vise à renforcer la capacité des autorités régionales et locales, ainsi que des services techniques de l'État, à anticiper et à intégrer les risques liés au climat pour la stabilité socio-économique dans la planification au développement, les stratégies de prévention des conflits et de consolidation de la paix et la gestion des aires protégées dans la région.	Bouna, Bondoukou, Doropo, Nassian, Tehini	Ministere de l'Environnement du Développement Durable et de la Transition Ecologique	\$ 693 875	\$ 693 875	\$ -	European Union
17	UN-Habitat	Amélioration des possibilités d'intégration des travailleurs migrants et des communautés locales en situation de vulnérabilité dans le Grand Abidjan, en Côte	L'objectif du projet est de réaliser un projet de recherche - action de quatre ans en deux phases qui se concentre sur l'élargissement de la sphère des opportunités pour les travailleurs migrants et leurs communautés d'accueil vivant dans des conditions de vulnérabilité, pour s'intégrer dans le Grand Abidjan dans un cadre plus inclusif, de manière durable et plus sûre, améliorant ainsi la cohésion sociale et réduisant l'impact environnemental grâce à la mise en œuvre de politiques publiques éclairées, au renforcement des capacités institutionnelles et à des interventions pilotes évolutives.	Azaguie, Anyma, Attecoube et adjamé	UN-Habitat, Ministère de l'Ecomine, du Plan et du Développement (MEPD) Ministère de la Construction du logement et de l'Urbanisme (MCLU) et ENSEA	\$ 523 714	\$ 523 714	\$ -	Coopération Suisse
18	PNUD	NDC Support Programme en Côte d'Ivoire	Le Programme d'Appui aux NDC du PNUD en Côte d'Ivoire vise à intensifier les actions climatiques à travers cinq axes : intégration des NDC dans la planification, renforcement des capacités, augmentation de l'ambition des NDC, développement d'une infrastructure national robuste pour le marché carbone, et la sensibilisation accrue aux enjeux climatiques.	National	MINEDDTE	\$ 313 284	\$ 313 284	\$ -	UK/DFRA

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
19	PAM	Projet d'assurance climatique pour les producteurs dans les zones cacaoyères (Pilote)	<p>piloter un produit d'assurance indicielle pour fournir une protection financière à 5 000 riziculteurs également impliqués dans la production de cacao en Côte d'Ivoire, avec un financement reçu par l'Accélérateur d'innovation et de connaissances (INKA) du PAM. Le produit d'assurance est une composante d'un programme plus large visant à soutenir et encourager la diversification des moyens de subsistance, un critère essentiel pour renforcer la résilience à long terme des agriculteurs vulnérables travaillant également dans la chaîne de valeur du cacao, et à terme rendre cette dernière plus durable.</p>	Guiglo, Toulepleu/Biolequin, Zouan Hounien	FUSCOP, DAAI-CI members (ARC Ltd., UNDP/MINEDD, CASAI, SARMAP, the insurance pool and their reinsurers AXA Climate, Allianz Re and Continental Re)	\$ 300 000	\$ 300 000	\$ -	WFP's Innovation and Knowledge Accelerator (INKA)
20	PNUD	Programme Intégré Net-Zéro Nature-Positive Côte d'Ivoire (NZNP)	<p>Le Programme de neutralité carbone (Net zero Nature positive) pour la Côte d'Ivoire vise à une transition vers zéro émission, en consolidant le cadre juridique et institutionnel, adaptant localement les engagements climatiques, dynamisant les investissements privés dans les chaînes de valeurs vertes, et promouvant la coopération entre parties prenantes pour accélérer l'implémentation d'une économie respectueuse de l'environnement.</p>	Trois districts (Denguélé, Montagne, Valle Bandama) cinq régions (Haut-Sassandra, Nawa, La Mé, Gontougo, Bagoué)	MINEDDTE	\$ 200 000	\$ 200 000	\$ -	GEF
21	PNUE	Transport intégré, durable et à faibles émissions en Côte d'Ivoire	<p>Ce projet vise à réduire les émissions de Gaz à Effet de Serre en Côte d'Ivoire en accélérant l'introduction de la mobilité électrique par la révision du cadre politique et institutionnel, la formation et le renforcement des capacités, la démonstration de véhicules électriques, le développement de schémas de financement et de modèles d'entreprise, l'engagement du secteur privé, l'extension et la reproduction.</p>	Abidjan	Ministere de l'Environnement du Developpement Durable et de la Transition Ecologique	\$ 176 693	\$ 176 693	\$ -	FEM
22	FAO	initiative villes vertes	<p>élaboration d'un programme territorial villes vertes sensible au genre dans les 14 districts de côte d'ivoire. A travers l'agriculture urbaine et périurbaine, de la foresterie urbaine et périurbaine, qui permettra la résilience des villes aux effets du CC, out en favorisant la transformation des systèmes alimentaires</p>	National	District Autonome d'Abidjan	\$ 93 413	\$ 93 413	\$ -	FAO
23	FAO	Sécurité alimentaire et agriculture :une adaptation accélérée (SAGA2)	<p>Appui aux politiques pour outiller les institutions dans la mise en oeuvre effective des options d'adaptation prioritaires aux échelles locales, régionales et natioanles. accompagner les communautés à répondre efficacement à leurs besoins d'adaptation. la production de connaissance en incluant les questions transversales . sensibilisation, plaidoyer et dialogue</p>					\$ -	

PLAN DE TRAVAIL CONJOINT (2024-2025)

RESULTAT 8 : D'ici 2025, les systèmes de gouvernance sont plus inclusifs, redevables, efficaces et disposent de données de qualité et les populations vivent dans un environnement où l'Etat de droit, les droits du travail, l'égalité des sexes, la paix et la sécurité sont respectés et effectifs.

GROUPE DE RESULTAT 8 :	PRESIDENCE: <b>MJDH</b>	LEAD: <b>PNUD</b>	SUPPLEANT: <b>ONU FEMMES</b>
	BIT, FAO, FNUAP, OIM, OMS, ONUDI, ONUFEMMES, ONUHABITAT, ONUSIDA, PNUD, PNUE, UNESCO, UNHCR, UNICEF, ONUDC Parlement, les collectivités décentralisées; les organisations de la société civile; PTFs; Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, Ministère de Administration du Territoire et de la Décentralisation, Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, le Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté, le Ministère des Affaires Etrangères, le Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi jeune, Ministère de l'emploi et de la protection sociale, CGECI, Syndicats des travailleurs, CSH, Plateforme Panafricaine des Femmes et des Jeunes pour la démocratie et la paix; Ministère de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public, HABG, IGE, Inspections générales des Ministères, Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, l'Agence Judiciaire du Trésor, Ministère de l'Economie, du Plan et du Développement		

BUDGET GLOBAL	DISPONIBLE GLOBAL	A MOBILISER GLOBAL
\$18 361 018	\$16 683 747	\$1 677 271

Produit 8.1 : Les institutions nationales, les médias, les acteurs de la société civile, et les partenaires sociaux, disposent des capacités renforcées dans les domaines de la promotion et du respect des Droits (travail, sécurité, justice, droit civique, information), de l'égalité de Genre, de la participation citoyenne, et du dialogue social						Total Budget	Total Disponible	A mobiliser	Source financement
N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	focus géographique	Partenaire de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	
1	UNODC	Appui au renforcement des capacités des réponses judiciaires en matière pénale au trafic de drogue et crime organisé connexe dans les pays francophones du Littoral atlantique de l'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Togo et Bénin)	(i) Promouvoir la coopération en matière de justice pénale au-delà des saisies ; (ii) Renforcer les capacités des institutions de justice pénale à détecter, enquêter, poursuivre et juger les affaires de trafic de drogue et de criminalité organisée; (iii) Renforcer l'intégrité institutionnelle des acteurs impliqués dans la lutte; (iv) Fournir des connaissances techniques pour soutenir l'élaboration des politiques fondées sur des évidences		Ministère de la Justice et des Droits de l'homme/ DPJEJ	\$ 2 500 000	\$ 2 500 000	\$ -	Departement d'Etat Americain International Narcotics and Law Enforcement Affairs
2	UNDP	Projet d'Appui au renforcement de l'accès à la justice et à la modernisation de l'institution judiciaire	Renforcer les capacités des acteurs du secteur de la justice en Côte d'Ivoire en vue d'une justice plus moderne, efficace, équitable et sensible au genre à tous les citoyens et améliorer l'obligation de rendre des comptes.	- Abidjan - Man - Korhogo	- Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	\$ 963 968	\$ 963 968	\$ -	Departement d'Etat Americain International Narcotics and Law Enforcement Affairs
3	OIM	Projet de développement des capacités du gouvernement de Côte d'Ivoire en matière de recrutement éthique et de protection des travailleurs migrants dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire et agricole	Contribuer à l'élaboration, par le gouvernement de la Côte d'Ivoire, de politiques en matière de migration de main-d'œuvre fondées sur des données probantes, en mettant l'accent sur la protection des travailleurs migrants et de leur famille.	Agneby Tiassa;Grand Abidjan	Ministère des Affaires étrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Exterieur Direction Générale des Ivoiriens de l'Exterieur (DGIE)	\$ 300 000	\$ 300 000	\$ -	IDF (Fonds de l'OIM pour le Développement)

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	focus géographique	Partenaire de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
4	UNESCO	Appui au renforcement de la résilience des jeunes vulnérables, des imams et des communautés à l'extrémisme violent et à la préservation des mosquées de type soudanais du nord de la Côte d'Ivoire	a.capacité les jeunes sur la culture de la paix; b. Contribuer à l'amélioration de la sécurité humaine en renforçant l'écosystème de 300 jeunes (femmes et hommes) et enfants en conflit avec la loi y compris les enfants talibés et les jeunes vulnérables des régions de la Bagoué, du Hambol et du Tchologo en vue de la facilitation de leur resocialisation, réinsertion socio-professionnelle et autonomisation durable d'ici 2024; c. Former les jeunes aux métiers de maçon afin de restaurer les mosquées de type soudanais inscrits au patrimoine mondial y compris les autres; d. Former les femmes productrices du beurre de karité à l'entreprenariat et les mettre ensemble pour qu'elles interviennent dans la chaîne de valeur de la restauration des mosquées	Bagoué, Hambol et Tchologo		\$ 300 000		\$ 300 000	
5	UNESCO	Participation des jeunes et des femmes à la lutte contre les discours de haine et contribution à des élections apaisées	a. renforcer les capacités des jeunes et des femmes sur les valeurs patrimoniales et le vivre ensemble dans la diversité culturelle; b. capaciter des jeunes filles blogueuses culturelles afin de déconstruire les discours de haine et de bâtir dans l'esprit des femmes et des jeunes les défenses de la paix sur les réseaux sociaux		MCF, MC, MESRC, OSC	\$ 200 000		\$ 200 000	
6	UNICEF	Renforcer l'offre de service de justice pour les mineurs	Renforcement des capacités opérationnelles des Services de Protection judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse, de Centres de Protection Judiciaire des mineurs en Milieu Carcéral Formation des acteurs de la justice sur les dispositions judiciaires Mise en place/construction de services Dotation de matériel informatique, bureautique et roulant		Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme/ DPJEJ	\$ 164 496		\$ 164 496	
7	UNESCO	Renforcement des capacités des jeunes des communautés aux mécanismes traditionnels de prévention et de résolution de conflit	a.Capacité les jeunes sur les savoir-faire endogènes de gestion de conflit afin d'en faire des médiateurs et de lanceurs d'arles dans leur communauté b.Organiser des caravanes de sensibilisation et d'information sur les alliances interethniques c.Mettre en place des plateformes de Relais Communautaires pour la paix dans les régions cibles d.Organiser des forums communautaires intergénérationnels		MCF, MENA, MEFPTA, OSC	\$ 150 000		\$ 150 000	
8	BIT	Renforcement des capacités et appui institutionnelle en matière de migration régulière et recrutement équitable	a.Accompagnement de l'Agence Emploi Jeunes en matière de placement au niveau international (migration régulière).b. Renforcement des capacités de 50 agences de placement privées sur les pratiques de recrutement équitable et migration régulière. c. Appui au Centre syndical d'appui aux migrants. d. Sensibilisation des entreprises en vue de leur participation à des initiatives de travail décent. e. Promotion du dialogue inclusif avec les parties prenantes sur les accords bilatéraux en matière de migration.f. Sensibilisation des journalistes afin de les engager à fournir des informations fiables et à promouvoir une migration régulière.		Agence Emploi Jeunes- Organisations syndicales, entreprises	\$ 122 000	\$ 122 000	\$ -	Coopération Suisse

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	focus géographique	Partenaire de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
9	UNDP	Initiative pour une Gouvernance Inclusive	Renforcer l'engagement et la capacité des décideurs africains à inclure et à répondre aux questions de diversité sexuelle et de genre dans leur travail. C16Renforcer la capacité des activistes et des alliés d'autres mouvements sociaux axés sur les ODD à comprendre et à travailler les uns avec les autres et à influencer les décideurs. Inclure les questions de diversité sexuelle et de genre et les activistes dans l'élaboration et la mise en œuvre de lois, de politiques et de programmes. Stimuler la demande et l'utilisation d'idées, de preuves probantes et d'innovations pertinentes. Soutenir et élargir le financement des bailleurs internationaux pour le travail régional fondé sur des données probantes et ayant une base communautaire en Afrique qui aborde la diversité sexuelle et de genre et / ou les populations clés touchées par le VIH.		-CNDH	\$ 118 235	\$ 118 235	\$ -	Sweden Government
10	UNESCO	Renforcer le monitoring des médias pendant les élections 2025	Renforcer de capacité des agents de monitoring et apporter un appui technique et équipement à l'observatoire de la liberté de la presse, de l'éthique et de la déontologie		MC, OSC	\$ 100 000		\$ 100 000	
11	OIT	Renforcement des capacités et mise en œuvre des campagnes en vue de la ratification et d'application des Conventions internationales du travail	a. Appui au Comité syndical en vue d'une campagne de sensibilisation en vue de la ratification de la Convention n°190 relative à la violence et le harcèlement dans le monde du travail. b. Appuyer la mise en œuvre du plan de communication syndicale pour la ratification de la convention 189 sur le travail décent pour les travailleurs domestiques. c. Appui à l'atelier de validation par le CCTNIT (Comité consultatif Tripartite sur les Normes Internationales du Travail) de l'étude sur les réalités socio-économiques des travailleurs domestiques en Côte d'Ivoire. d. Développer des outils de sensibilisation et de plaidoyer sur l'amélioration et l'application des lois en vigueur pour la protection des droits des travailleur(euse)s dans le secteur de l'agriculture.		Organisations syndicales- CCTNIT- Inspection du travail	\$ 55 800	\$ 55 800	\$ -	Coopération Suisse
12	UNICEF	Renforcer la mise en œuvre et le suivi des mécanismes d'interopérabilité entre les services de l'état civil et les services de santé pour l'enregistrement des naissances dans les délais	Appui à la mise en place de bureaux d'Etat-civil dans les centres de santé; Production de registres d'enregistrement des naissances et des décès		Ministère de l'intérieur et de la sécurité, Ministère de la santé, de l'hygiène publique et de la couverture maladie universelle	\$ 42 995		\$ 42 995	
13	OIT	Renforcement des capacités des organisations des travailleurs en matière des Principes et Droits Fondamentaux au Travail	a. Programmes de formation en matière de Principes et droits fondamentaux au travail, axés sur la Liberté syndicale et le travail des enfants dans les zones cacoyères. b. Mise en œuvre des campagnes de promotion de la liberté syndicale dans les Entreprises Multinationales contenues dans les Conventions 87 et 98 de l'OIT	Abidjan, Nawa	Organisations syndicales	\$ 40 000		\$ 40 000	Coopération Pays Bas/OIT



N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	focus géographique	Partenaire de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
14	UNWOMEN	Soutenir le renforcement de l'impact de la loi sur les quotas sur la participation politique des femmes	Vulgarisation des dispositions instituées par la Loi sur le quota; Mobilisation des hommes en faveur d'une participation politique significative des femmes; Renforcement du leadership des femmes politiques	Gbêkè; Haut Sassandra; District d'Abidjan	Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant; Comité de Suivi pour la prise en compte du genre dans les processus électoraux (CSGPE)	\$ 30 000		\$ 30 000	UN WOMEN
15	OIT	Renforcement des capacités et élaboration des stratégies de réponses aux besoins des travailleurs	Edition d'un guide sur les droits des travailleurs ivoiriens dans le but de faciliter l'accès au Côte du travail. Réalisation d'une étude sur les conditions de travail des travailleurs y compris les travailleurs migrants dans le secteur agricole afin de mettre en place des dispositifs de soutien adaptés aux acteurs de l'économie informelle rurale		MEPS	\$ 19 000	\$ 19 000	\$ -	Coopération Suisse - Coopération Finlande
16	UNICEF	Appui au renforcement du système de justice pour mineurs - niveau politique, juridique et de coordination	Soutien au développement et à la finalisation de la Politique Nationale de la Protection Judiciaire Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse Appui à la mise en place de cadre collaboration et de coordination entre la protection judiciaire et la protection administrative		Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme/ DPJEJ	\$ 15 666		\$ 15 666	
17	OIT	Renforcement du tripartisme et du dialogue social pour contribuer à l'instauration de la paix sociale, à l'amélioration de la bonne gouvernance et au développement	a. Renforcer l'engagement et la capacité du Conseil National du Dialogue Social (CNDS) à inclure et à répondre aux questions en lien avec les questions de violence et harcèlement dans le monde du travail (C190 et R.2026-OIT). b. Renforcer l'engagement et la capacité du Conseil Consultatif du Travail sur les Normes Internationales du Travail (CCTNIT) en vue de l'utilisation des mécanismes de contrôle de l'OIT sur l'application des Conventions et Recommandations		CNDS - CCTNIT	\$ 13 000	\$ 13 000	\$ -	Coopération Finlande
18		Renforcer la résilience des femmes en tant que bénéficiaires et actrices de la paix dans leurs communautés dans le nord de la Côte d'Ivoire	- Renforcement des capacités de réintégration socio-économique des femmes en situation de handicap/survivantes de VBG dans les régions du Bounkani et du Tchologo. - Renforcement des capacités des femmes et des communautés en alerte précoce, en médiation et en gestion de conflits sont renforcées dans les régions du Bounkani et du Tchologo. - Renforcement de l'accessibilité aux services de VBG de qualité pour les femmes, filles et leurs communautés est renforcée dans les régions du Bounkani et du Tchologo.					\$ -	
19	UNESCO	Renforcer la couverture des élections en 2025 à travers plateforme fact-checking la	Mise en place d'un centre d'information et de traitement de l'information permettant de vérifier en temps instantané la véracité des faits, l'exactitude des chiffres présentés et les informations communiquées (Plateforme fact-checking) afin de renforcer la couverture des élections en Côte d'Ivoire		MC, OSC			\$ -	
20	UNESCO	Renforcer les capacités des journalistes, des Directeurs de publication sur l'investigation	a. capaciter la formation des journalistes d'investigation; b. mettre en place un réseau national des journalistes d'investigation					\$ -	

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	focus géographique	Partenaire de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
21		Renforcement des capacités des journalistes et des forces de défense et de l'ordre	Rencontre des journalistes et des forces de défense et de l'ordre pour la mise en place d'une task-force d'échange et d'information b.Capaciter les journalistes sur la déontologie de leur métier , c. Capaciter les forces de défense et de l'ordre sur la liberté d'expression et le droit de l'homme					\$ -	
22		Renforcer le monitoring de l'accès des populations à l'information d'intérêt public	Renforcer le monitoring de l'accès des populations à l'information d'intérêt public selon la loi d'accès à l'information votée par la Côte d'Ivoire pendant les élections locales de 2025		MC, OSC			\$ -	

Produit 8.2 : Les acteurs nationaux sont outillés en matière de planification, de budgétisation, de suivi et d'évaluation de politiques et de programmes basés sur l'équité, sensibles au Genre et axés sur les résultats pour l'atteinte des ODD						Total Budget	Total Disponible	A mobiliser	Source financement
						\$ 1 684 716	\$ 1 618 229	\$ 66 487	
N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
23	UNDP	Programme d'appui à la planification stratégique du développement pour l'atteinte des ODD	Assistance préparatoire pour la formulation de la 2ème phase du PPSD et la mise en œuvre des activités résiduelles de la 1ère phase.		Ministère de l'Economie, du Plan et du Développement	\$ 959 355	\$ 959 355	\$ -	UNDP
24	UNFPA	Suivi des engagements internationaux relatifs à la Conférence Internationale des Populations et Développement (CIPD30) en vue de l'atteinte des ODD	Assurer le suivi des engagements internationaux tels que le projet et le projet régional Autonomisation des femmes et dividende démographique au sahel		Ministère du Plan et du Développement, Ministère de la cohésion nationale, de la solidarité et de la lutte contre la pauvreté	\$ 332 036	\$ 332 036	\$ -	UNFPA
25	UN WOMEN	Appui au renforcement des capacités nationales et locales pour la mise en œuvre de la résolution 1325 à la lumière de l'émergence de l'extrémisme violent dans la sous-région	Appui à l'adoption formelle de la 2ème génération de Plan d'Action National de la Résolution 1325 et accroissement des capacités d'interventions des parties prenantes à la conduite réussie de l'Agenda FPS en CIV		Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant; Ministère en charge des Affaires Etrangères; Réseau des Femmes Médiatrices de Paix de Côte d'Ivoire	\$ 156 000	\$ 156 000	\$ -	UNWOMEN
26	UNICEF	Appui au renforcement du système national de Planification, du suivi et évaluation et à l'opérationnalisation de la loi sur l'évaluation	Cette initiative sera mise en œuvre en appui au Ministère de l'économie, du Plan et du développement et au Réseau Ivoirien de Suivi et Évaluation. Cet appui permet (i) le renforcement de Système Intégré de Suivi pour le PND, (ii) d'opérationnaliser la loi sur l'évaluation, (iii) renforcer la capacité des ministères et partenaires de mise en œuvre en GARD en mettant en place un pool d'experts formateurs nationaux, (iv) soutenir la préparation du nouveau PND 2026-2030 et (v) Appuyer la production des Plans de Travail et Budgets Annuels (PTBA) du PND		DGPLP/ 2IEVAL / RISE/ EVALWOMEN	\$ 142 324	\$ 75 837	\$ 66 487	

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	focus géographique	Partenaire de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
27	UNFPA	Appui au renforcement des capacités des acteurs locaux sur les questions de population et développement	Appui à la formation acteurs sur les enjeux sur le suivi du Dividende Démographique et l'intégration des questions de population et développement, y inclus la planification basée sur les droits humains, dans la planification locale du développement Mise en place d'une feuille de route d'intégration des question de population et développement		Ministère du Plan et du Développement	\$ 64 001	\$ 64 001	\$ -	UNFPA
28	UN WOMEN	Soutien à l'institutionnalisation du genre dans la chaîne Planification, Budgétisation et Suivi-Evaluation pour un meilleur impact des politiques publiques sur les conditions de vie des femmes	Appui au renforcement de la sensibilité au genre de la chaîne Planification, Programmation, Budgétisation, Suivi et Evaluation; Renforcement des outils de prise en compte de la dimension genre dans la conduite du développement; Renforcement de capacités techniques		Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant; Ministère de l'Economie du Plan et du Développement; Ministère en charge du Budget; Commission des Finances de l'Assemblée Nationale	\$ 31 000	\$ 31 000	\$ -	UNWOMEN
29	IOM	Renforcement des capacités du gouvernement de Côte d'Ivoire à gérer efficacement la migration de main-d'œuvre le long du corridor migratoire Côte d'Ivoire - Tunisie.	Elaboration d'une étude nationale du marché du travail pour mieux comprendre les déclencheurs de la migration en et à partir de la Côte d'Ivoire. Les capacités du gouvernement en migration de main d'œuvre ont ainsi été renforcées par l'étude et par des ateliers de renforcement de capacités sur les négociations des accords de main d'œuvre.		Ministère des Affaires étrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Exterieur Direction Générale des Ivoiriens de l'Exterieur (DGIE) ; Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale				IDF (Fonds de l'OIM pour le Développement)

Produit 8.3: Les institutions nationales disposent de capacités renforcées pour collecter, analyser, diffuser et utiliser des données désagrégées de qualité en soutien à la prise de décision et à la redevabilité						Total Budget	Total Disponible	A mobiliser	
						\$ 1 944 590	\$ 1 547 663	\$ 396 927	
N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	Focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
30	OIM	Projet de développement des capacités du gouvernement de Côte d'Ivoire en matière de recrutement éthique et de protection des travailleurs migrants dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire et agricole	Collecte et analyse de données afin de contribuer à l'élaboration, par le gouvernement de la Côte d'Ivoire, de politiques en matière de migration de main-d'œuvre fondées sur des données probantes, en mettant l'accent sur la protection des travailleurs migrants et de leur famille.	Agneby Tiassa;Grand Abidjan	Ministère des Affaires étrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Exterieur Direction Générale des Ivoiriens de l'Exterieur (DGIE)	\$ 300 000	\$ 300 000	\$ -	IDF (Fonds de l'OIM pour le Développement)

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	focus géographique	Partenaire de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
31	UNWOMEN	Evaluation des obstacles à la participation significative des femmes militaires ivoiriennes aux Opérations de Maintien de la Paix (OMP) des Nations Unies.	Ce projet vise à réaliser une évaluation complète des obstacles à la participation significative des femmes militaires ivoiriennes dans les Opérations de Maintien de la Paix (OMP) des Nations Unies. Elle favorisera la disponibilité de données factuelles pour éclairer les solutions d'accroissement de la participation significative des femmes militaires ivoiriennes dans les OMP des Nations Unies.		Ministère d'Etat, Ministère de la Défense; L'Etat Major des Armées	\$ 250 000		\$ 250 000	Fonds de l'Initiative ELSIE
32	UNFPA	Appui à la production d'évidences et à la disponibilité de données de population et les mégatendances pour leur prise en compte dans les politiques et programmes de développement	Appuyer techniquement la production et la dissémination des résultats globaux définitifs de l'EDS et du RGPH et la réalisation des analyses thématiques (15), la production des atlas et l'archivage du rapport définitifs du RGPH Faciliter les sessions d'échanges et les rencontres et mission de partage d'expériences et de bonnes pratiques sur la réalisation des trois résultats transformateurs entre les pays (RGPH)		INS	\$ 188 782	\$ 188 782	\$ -	UNFPA - BAD
33	UNICEF	Appui aux analyses approfondies de l'Enquête Démographique et de Santé (EDS) et du recensement général de la population et de l'habitat (RGPH)	Appuyer techniquement et techniquement les analyses approfondies des résultats globaux définitifs de l'EDS et du RGPH et la réalisation des analyses thématiques (15), la production des atlas et l'archivage du rapport définitifs du RGPH		DGPLP / INHP/Johns Hopkins/	\$ 162 542	\$ 162 542	\$ -	
34	UNAIDS	Projet CoAg/ Estimates - GAM	Les processus d'estimations et du Suivi Mondial du sida (GAM) sont des processus clés pour lutter contre le VIH/SIDA, permettant d'estimer l'ampleur de l'épidémie et de suivre les progrès des interventions. Ils soutiennent directement l'objectif du Produit 8.3, visant à renforcer les capacités des institutions nationales à collecter, analyser et utiliser des données désagrégées pour une prise de décision éclairée et une meilleure redevabilité. En fournissant un cadre pour la génération et l'analyse de données précises, ils facilitent une réponse plus adaptée et efficace au VIH/SIDA.		Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle de Côte d'Ivoire; Programme National de Lutte Contre le Sida	\$ 158 110	\$ 158 110	\$ -	Government of the United States of America
35	OIM	Projet "Renforcer la résilience des communautés frontalières du Bounkani pour réduire les vulnérabilités et prévenir les conflits"	Outiller les acteurs nationaux et locaux impliqués dans la gestion de la transhumance avec les données sur les flux et dynamiques de transhumance afin d'éclairer les politiques publiques/locales, et informer le développement d'initiatives en faveur d'une transhumance pacifique, sûre et ordonnée, contribuant à la réduction et à la prévention des conflits.	Bounkani	MIRAH, MCNSLP, ONG	\$ 156 000	\$ 156 000	\$ -	UN PBF

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	focus géographique	Partenaire de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
36	UNAIDS	Projet CoAg/ REDES	Le REDES (Estimation nationale des ressources et dépenses relatives au sida) collecte et analyse les données sur les ressources allouées à la lutte contre le VIH/sida au niveau national. Son objectif principal est d'informer la planification, la budgétisation, le suivi et l'évaluation des politiques et programmes de santé, contribuant ainsi à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), notamment en matière de santé. En permettant aux acteurs nationaux de mieux comprendre l'allocation des ressources et d'identifier les lacunes et opportunités, le REDES aide à planifier des politiques et programmes sensibles au genre, équitables et axés sur les résultats.		Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle de Côte d'Ivoire; Direction de l'Economie de la Santé	\$ 148 000	\$ 148 000	\$ -	Government of the United States of America
37	UNWOMEN	Enquête nationale sur la violence à l'encontre des femmes candidates aux élections locales en Côte d'Ivoire	L'objectif général de ce projet est de générer des données factuelles et contextuelles sur les violences faites aux femmes en politique, notamment en tant que candidates en prenant pour base les élections locales de Septembre 2023		Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant; Comité de Suivi pour la prise en compte du genre dans les processus électoraux (CSGPE)	\$ 100 000	\$ 100 000	\$ -	SWEDISH INT'L DEVELOPMENT COOPERATION
38	OIM	Projet "Renforcer la résilience aux risques liés au changement climatique pour la paix et la stabilité socio-économique dans le nord-est de la Côte d'Ivoire"	Outils les acteurs nationaux et locaux impliqués dans la gestion de la transhumance avec les données sur les flux et dynamiques de transhumance afin d'éclairer les politiques publiques/locales, et informer le développement d'initiatives en faveur d'une transhumance pacifique, sûre et ordonnée, contribuant à la réduction et à la prévention des conflits.	Bouna, Téhini, Doropo	MIRAH, MCNSLP, ONG	\$ 100 000	\$ 100 000	\$ -	Partenariat UE-PNUE sur le changement climatique, l'environnement et la sécurité
39	UNICEF	Appuyer le processus de mise en oeuvre de l'EDS rapproché			DGPLP	\$ 84 639	\$ 67 712	\$ 16 927	
40	OIM	Etude multisectorielle sur les populations et les travailleurs migrants, avec un focus particulier sur les enfants migrants, et leurs besoins dans la Nawa	Collecte et analyse de données pour une étude visant à renforcer les capacités du gouvernement de Côte d'Ivoire et de ses structures décentralisées en matière de gestion de la traite	Soubré, Buyo, Méagui et Guéyo	CNLTP	\$ 51 406	\$ 51 406	\$ -	UE Confédération Suisse
41	UNESCO	inventaire et mapping culturel des valeurs patrimoniales	a. identifier le patrimoine culturel et immatériel contribuant à la cohésion sociale, b. créer une base de données afin d'élaborer une stratégie nationale en synergie avec le MCF et la Chambre des Rois et Chefs traditionnels, c. former les jeunes afin qu'ils s'approprient ces valeurs, d. digitaliser et vulgariser les données auprès des jeunes		MCF, Chambre des Rois et Chefs	\$ 50 000		\$ 50 000	
42	OIM	Projet de renforcement des capacités en matière de migration en Côte d'Ivoire	Collecte et analyse de données pour une étude visant à comprendre le profil socio démographique, socio économique, la trajectoire migratoire, les niveaux de vie et les conditions dans les localités actuelles de l'étude des burkinabés dans la région du Cavally en Côte d'Ivoire	Cavally	Ministère de l'intérieur et de la Sécurité;	\$ 45 111	\$ 45 111	\$ -	Africa Regional Migration Programme (ARMP)

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	focus géographique	Partenaire de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
43	OIM	Étude sur le lien entre la migration, l'environnement, le changement climatique et les catastrophes en Côte d'Ivoire	Collecte et analyse de données pour analyser les dynamiques de mobilité et « d'immobilité » dans un contexte de dégradation environnementale, de changement climatique et de catastrophes	Indenié Djuablin ; Sud Comoé ; Poro ; Tchologo	Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel (CESEC)	\$ 40 000	\$ 40 000	\$ -	Africa Regional Migration Programme (ARMP)
44	OIM	Mise en œuvre de l'Indice de Solution et Mobilité (SMI)	Collecte et analyse de donnée pour soutenir le gouvernement et les acteurs de développement à mieux programmer les interventions futures en matière d'accès aux services et moyens de subsistance, de cohésion sociale et de résilience dans les régions impactées par les déplacements de populations	Danané, Zouonhonien, Touleupleu, Tai,	CNFCI	\$ 30 000	\$ 30 000	\$ -	IOM Migration Resource Allocation Committee
45	OIT	Appuyer la mise en place des mécanismes de collecte et traitement des données liés au marché du travail	a. Rédaction du rapport national sur l'emploi et le secteur informel. b. Mise en place de la plateforme de partage des indicateurs du marché du travail. c. Renforcement des capacités dans les classifications des activités et des personnes en emploi, Collecte et traitement des données de sources administratives.		DGT	\$ 30 000		\$ 30 000	OIT
46	UNESCO	Etudes d'impact sur toutes les chaînes de valeur des industries culturelles et créatives (ICC)	a. Mener une étude sur l'impact des ICC dans l'économie de la Côte d'Ivoire; identifier les chaînes de valeurs des ICC et faire une cartographie/ un mapping culturelles des ICC		MCF	\$ 30 000		\$ 30 000	UNESCO
47	UNESCO	Étude sur la perception de la presse en Côte d'Ivoire	Mener une étude sur la perception de la presse en Côte d'Ivoire sur tout le territoire auprès des populations		MC, osc des journalistes, osc	\$ 20 000		\$ 20 000	

Produit 8.4: Les institutions nationales et communautaires disposent des capacités pour renforcer la sécurité et la cohésion sociale aux niveaux local, régional et national						Total Budget	Total Disponible	A mobiliser	
						\$ 5 648 087	\$ 5 477 387	\$ 170 700	

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
48	UNDP	Engagement des jeunes et des femmes pour la prévention des crises, la stabilité sociale, la consolidation de la paix et la réduction de la violence communautaire dans le nord de la Côte d'Ivoire	Accroître la stabilité sociale et renforcer l'inclusion socio-économique des jeunes et des femmes dans les zones ciblées du Nord de la Côte d'Ivoire. Renforcer la gouvernance communautaire et la capacité des autorités locales en matière d'état de droit dans les zones ciblées du Nord de la Côte d'Ivoire. Soutenir la résilience communautaire par le développement d'opportunités économiques et d'activités génératrices de revenus pour les jeunes (hommes et femmes) dans les zones ciblées du Nord de la Côte d'Ivoire. Renforcer les capacités des jeunes (hommes et femmes) pour la prévention de l'extrémisme violent et le renforcement de la cohésion sociale dans les zones ciblées du Nord de la Côte d'Ivoire.	Folon; Bagoué; Tchologo; Poro; Bounkani	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ministère de l'Economie du Plan et du Développement (Cellule de Coordination de l'Aide)</li> <li>- Ministère de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la lutte contre la Pauvreté (Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale)</li> <li>- Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (ONECI)</li> <li>- ONG DRAO</li> <li>- ONG ODAFEM</li> <li>- ONG FLAMBOYANTS</li> <li>- ONG ADCCI</li> </ul>	\$ 1 728 001	\$ 1 728 001	\$ -	République Fédérale d'Allemagne

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	focus géographique	Partenaire de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
49	UNODC	Extension de la formation à la police de proximité aux régions Nord afin d'améliorer les relations entre les communautés et les forces de l'ordre	<p>a) Soutenir la formation sur la police de proximité dispensée par le MIS à toutes les unités chargées de l'application de la loi et des formations de remise à niveau pour les personnes déjà formées.</p> <p>b) Soutenir le renforcement des capacités des forces de l'ordre afin d'appuyer et de poursuivre les formations en matière de police de proximité</p> <p>c) Soutenir l'institutionnalisation du partage d'information, du dialogue et de la coopération entre les forces de l'ordre, les autres entités pertinentes du gouvernement et les communautés</p>	Tchologo, Poro, Kabadougou, Folon; Bagoué, Bounkani, Gontougo,	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (DGPN)</li> <li>- Ministère d'Etat, Ministère de la Défense (CSG)</li> <li>- Ministère des Eaux et Forêts (OIPR)</li> </ul>	\$ 997 064	\$ 997 064	\$ -	INL
50	UNICEF / OIM	Projet "Renforcer la résilience des communautés frontalières du Bounkani pour réduire les vulnérabilités et prévenir les conflits"	Reduction des conflits à travers le renforcement des mécanismes communautaires et structures étatiques, la promotion de la participation active des communautés dans la prévention des conflits ainsi que l'amélioration de l'accès aux services d'eau potable, aux moyens de subsistance durable et aux ressources agropastorales.	Bounkani	MIRAH, MCNSLP, ONG	\$ 600 000	\$ 600 000	\$ -	UN PBF
51	OIM	Projet "Renforcer la sécurité aux frontières et la résilience communautaire dans la région nord de la Côte d'Ivoire"	<p>Renforcer les capacités pour une gestion des frontières plus efficace en améliorant les infrastructures et les capacités opérationnelles afin de garantir des mesures de sécurité robustes et une réponse humanitaire efficace face à un afflux important de migrants. De plus, l'accent sera mis sur le renforcement des mécanismes communautaires locaux pour favoriser de meilleures relations entre les communautés et avec les forces de l'ordre et les autorités.</p> <p>Renforcer la résilience des communautés frontalières grâce à des activités de cohésion sociale jouera un rôle essentiel dans la stabilisation de la région frontalière et dans l'augmentation de la sécurité humaine, contribuant notamment à prévenir l'extrémisme violent.</p>	Bounkani, Tchologo, Poro	CNS, MIS, CNFCI, MCNSLP	\$ 500 000	\$ 500 000	\$ -	JSB
52	UNDP	Projet de Renforcement de la Police de Proximité	<p>Renforcer la confiance de la population envers la police nationale.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Vulgariser le cadre de collaboration entre la population et la police</li> <li>- Améliorer la qualité des relations entre la population et la Police Nationale</li> <li>- Renforcer le cadre institutionnel et organisationnel de la police de proximité</li> </ul> <p>- Assurer que la police nationale dispose de ressources humaines suffisantes et qualifiées pour une mise en œuvre durable de la police de proximité Favoriser la collaboration entre les populations et la Police Nationale.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bounkani</li> <li>- Tchologo</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité</li> <li>- Direction Général de la Police National</li> </ul>	\$ 365 000	\$ 365 000	\$ -	JICA

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	focus géographique	Partenaire de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
53	OIM	Projet "Renforcement des frontières nord de la Côte d'Ivoire"	Améliorer la sécurité aux frontières dans les régions nord de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Togo, le projet proposé s'appuierait sur les interventions nationales et régionales passées et en cours pour renforcer les capacités de gestion des frontières et la résilience communautaire dans les zones frontalières clés des pays sélectionnés. Cela se traduirait par quatre résultats mutuellement renforcés, à savoir: - Renforcer les infrastructures et l'équipement aux postes frontaliers	Tengrela, Kalamon, Ouangolodouou, Mbengue, Korhogo	CNS, MIS, CNFCI, MCNSLP	\$ 360 000	\$ 360 000	\$ -	GFFO
54	UNDP, ONUFEMMES	Appui intégré au pilotage du développement local, à la promotion de sociétés pacifiques et à la sécurité humaine dans la région du Gbêkê	- Assurer un accès équitable aux services sociaux de base pour les groupes les plus vulnérables de la population, y compris les femmes et les jeunes, dans la région de Gbêkê en Côte d'Ivoire, dans le cadre de la territorialisation des ODD. - Améliorer l'environnement social en faveur de la sécurité humaine dans la région de Gbêkê en Côte d'Ivoire, dans le cadre de la territorialisation des ODD. - Contribuer à accroître le financement local des ODD en soutenant la population la plus vulnérable au niveau local à travers l'approche de la sécurité humaine pour guider la réforme opérationnelle et financière des centres sociaux.	- Bouaké - Béoumi - Sakassou - Botro	Ministère de l'Economie, du Plan et du Développement	\$ 315 635	\$ 315 635	\$ -	UNTFHS Trust Fund
55	UNODC	Appui à la lutte contre le financement du terrorisme en Afrique de l'Ouest	L'objectif global de ce projet est d'aider les États membres du Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA), surtout les plus touchés par le terrorisme, à améliorer leur capacité à mettre en œuvre un cadre solide de lutte contre le financement du terrorisme afin de faire face aux risques considérables de financement du terrorisme de plus en plus croissants en Afrique de l'Ouest.	Couverture nationale	- Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme - Ministère de l'Intérieur et de La Sécurité - Ministère de la Défense - Ministère de l'Économie et des Finances	\$ 301 387	\$ 301 387	\$ -	Département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique
56	OIM	Projet "Promouvoir la coopération transfrontalière pour la prévention des crises et le renforcement des structures étatiques pour établir ou assurer la stabilité dans les zones frontalières fragiles"	Travailler en collaboration avec les autorités de gestion des frontières pour identifier les points de passage stratégiques dans les pays cibles et les équiper en infrastructures et équipements afin de renforcer leurs fonctions de facilitation et de contrôle Renforcer les mécanismes de coordination interinstitutionnelle entre ces autorités, notamment en favorisant l'échange de données à travers des ateliers visant à développer des protocoles opérationnels standardisés et à établir un consensus entre les agences sur les recommandations relatives au partage de données	Doropo	CNS, MIS, CNFCI, MCNSLP	\$ 247 000	\$ 247 000	\$ -	GFFO
57	UN WOMEN	Projet d'appui au renforcement de la participation significative des Policières de Côte d'Ivoire aux Opérations de Maintien de la Paix des Nations Unies	- Appui à la mise en place d'un cadre institutionnel formel favorable à la participation des policières aux OMP; Accroissement de la pertinence du profil des policières ivoiriennes en vue de leur participation significative aux OMP; Appui à l'institutionnalisation du Genre à la Police Nationale de Côte d'Ivoire	Tous les Districts de Police de Côte d'Ivoire	Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité; Direction Générale de la Police Nationale; Ecole Nationale de Police	\$ 150 000		\$ 150 000	Fonds de l'Initiative ELSIE



N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	focus géographique	Partenaire de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
58	UNICEF	Renforcer la résilience des communautés frontalières du Bounkani pour réduire les vulnérabilités et prévenir les conflits	<p>Objectif général :</p> <p>Réduire les conflits agriculteurs et éleveurs et renforcer la résilience des communautés frontalières face aux vulnérabilités persistantes liées à l'accès aux ressources naturelles et aux services sociaux de base, notamment à l'eau.</p> <p>Objectifs spécifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer les mécanismes de prévention et de résolution des conflits communautaires et des institutions locales,</li> <li>• Promouvoir la participation active et inclusive des communautés dans la prévention des conflits ;</li> <li>• Contribuer à l'amélioration des conditions d'accès à l'eau, aux moyens de subsistance durable et aux ressources agropastorales.</li> </ul>	Bouna	- Ministère de l'Economie, du	\$ 69 000	\$ 48 300	\$ 20 700	
59	UNEP/OIM	Projet "Renforcer la résilience aux risques liés au changement climatique pour la paix et la stabilité socio-économique dans le nord-est de la Côte d'Ivoire"	Outils les acteurs locaux pour mettre en place d'un système d'alerte précoce pour prévenir et réduire les risques et favoriser une meilleure coordination pour faire face aux conflits liés aux défis de la transhumance, l'accès aux ressources naturelles.	Bouna, Tehini, Doropo	MIRAH, MCNSLP, ONG	\$ 15 000	\$ 15 000	\$ -	Partenariat UE-PNUE

Produit 8.5 : Les Institutions et systèmes nationaux et décentralisés sont renforcés pour être davantage redevables et pour délivrer des services modernes, efficaces conformément aux obligations et engagements nationaux, régionaux et internationaux						Total Budget	Total Disponible	A mobiliser	
						\$ 3 948 465	\$ 3 948 465	\$ -	
N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	focus géographique	Partenaires de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
60	UNDP	Projet de renforcement de la protection civile pour une cohésion sociale durable	Renforcer les capacités opérationnelles de la protection civile en Côte d'Ivoire. Contribuer à une meilleure efficacité globale sur tout le territoire. Réhabiliter les infrastructures et aménager les espaces de manœuvres, d'entraînements et d'études. Fournir des équipements et réaliser des formations. Soutenir la mobilisation communautaire à travers le financement de campagnes de sensibilisation et d'initiatives économiques des communautés. Mettre en place une communication de masse bien ciblée.	- Tengréla - Ferkessedougou - Doropo - Dabou - Grand Bassam	- Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (Office Nationale de la Protection Civile)	\$ 1 961 564	\$ 1 961 564	\$ -	Republique du Japon
61	UNDP	Projet d'Amélioration des infrastructures sociales des collectivités locales du Nord de la Côte d'Ivoire	Réduire les fragilités dans le Nord en renforçant les capacités des collectivités locales à fournir des services de base et à maintenir la stabilité sociale dans un contexte d'afflux massif de réfugié(e)s, en mettant l'accent sur la participation et l'inclusion des communautés. - Renforcer les capacités des acteurs locaux et des mécanismes de gestion (collectivités, communautés, services déconcentrés) pour améliorer la qualité et l'accès des communautés aux services sociaux de base.	Ouangolodougou - Tehini - Doropo		\$ 1 294 500	\$ 1 294 500	\$ -	JICA

N°	Agences UN	Libellé Initiative	Description de l'initiative	focus géographique	Partenaire de mise en œuvre	Budget 2024	Montant disponible 2024	Reste à mobiliser	Source financement
62	UNAIDS	Projet CoAg / CLM	Renforcer les systèmes de santé en favorisant la redevabilité et améliorer la prestation des services par l'implication directe des communautés	Korhogo, Bondoukou, Bouaké, Man, Daloa, Soubré, Gagnoa, San Pedro, Yamoussoukro, Abengourou, Agboville, Abidjan	International Treatment Preparedness Coalition, RIP+, ODAFEM, ROPC-CI et ONG EVEIL	\$ 692 401	\$ 692 401	\$ -	Government of the United States of America